



**Syndicat intercommunal d'énergie du
département de la Haute-Saône (SIED 70)**
20, avenue des Rives du Lac
70000 Vaivre-et-Montoille

**Projet de cahier des charges
de délégation de service public portant
sur la distribution de gaz combustible
sur les communes de ...**

Le présent document intitulé : « Projet de cahier des charges » est à considérer comme un document de base préalable à la négociation. Il n'a aucune valeur contractuelle dans cette phase de la procédure de délégation de service public.

Toutes les annotations : « à préciser », « à compléter »..., s'entendent : pendant la phase de négociation.

SOMMAIRE

Titre 1 - Définition du contrat - Dispositions générales	5
Article 1 - Objet du contrat	5
Article 2 - Durée de la concession	7
Article 3 - Engagements du concessionnaire	7
Article 4 - Désignation des ouvrages et mise à disposition	8
Titre 2 - Travaux	9
Chapitre 1 - Définition	9
Article 5 - Intervention du concessionnaire et de l'autorité concédante	9
Article 6 - Les différents types de travaux	10
Chapitre 2 - Caractéristiques techniques générales	10
Article 7 - Conditions générales d'exécution des travaux	10
Article 8 - Qualité de l'exécution des travaux	10
Article 9 - Programmation et coordination des travaux du concessionnaire	12
Article 10 - Information pour travaux	12
Article 11 - Implantation des ouvrages	13
Chapitre 3 - Premier établissement du réseau de desserte	13
Article 12 - Premier établissement des réseaux	13
Article 13 - Desserte en gaz propane (ou tout autre gaz équivalent)	13
Article 14 - Date de mise en service	14
Chapitre 4 - Travaux et extension sur le réseau de desserte	14
Article 15 - Extensions	15
Article 16 - Renforcements, renouvellement, densification, maintenance et mise en conformité	16
Article 17 - Modification d'ouvrages	16
Article 18 - Changement de nature de gaz desservi	17
Chapitre 5 - Liaison réseau / usagers	17
Article 19 - Branchements	17
Article 20 - Compteurs	18
Titre 3 - Exploitation	19
Chapitre 6 - Exploitation technique	19
Article 21 - Condition d'exploitation	19
Article 22 - Qualité de fourniture	20
Article 23 - Conduite de réseau	23
Article 24 - Changement de nature de gaz	26
Article 25 - Programme de renouvellement et de maintenance.	27
Chapitre 7 - Exploitation ; domaine clientèle	27
Article 26 - Principes généraux et conditions générales du service	27
Article 27 - Dispositions relatives à tout usager	29
Article 28 - Solidarité	35
Article 29 - Registre des réclamations	36
Article 30 - Changement de nature de gaz	36
Titre 4 - Régime financier de la concession	36
Chapitre 8 - Dispositions relatives au régime financier	36
Article 31 - Amortissement - Durée de vie des ouvrages	36
Article 32 - Financement du programme des travaux	36
Article 33 - Redevances	38
Article 34 - Tarification	39

Article 35 - Révision des tarifs.....	40
Chapitre 9 - Dispositions relatives au régime fiscal	42
Article 36 - Taxes et impôts	42
Article 37 - Transfert de TVA	42
Titre 5 - Contrôle de la concession.....	44
Article 38 - Définition du contrôle.....	44
Article 39 - Agents chargés du contrôle	44
Article 40 - Compte rendu annuel	45
Article 41 - Opérations de contrôle.....	50
Titre 6 - Modification du contrat, pénalités, règlements des litiges, fin de la concession, dispositions diverses 51	
Article 42 - Sanctions	51
Article 43 - Règlement des litiges.....	53
Article 44 - Cession de la concession	53
Article 45 - Fin de la concession.....	53
Article 46 - Élection de domicile	55
Article 47 - Vie du contrat.....	55
Article 48 - Liste des annexes	55
Annexe 1 - Planification des travaux	57
A – Impératifs de desserte.....	57
B – Planification de la desserte	57
C – Planification du renouvellement des ouvrages	57
Annexe 2 - Odorisation	58
Annexe 3 - Règlement de service	58
Annexe 4 - Tarification et modes de révision des tarifs par nature de gaz	59
A - Tarifs d'utilisations des réseaux (d'acheminement) du gaz naturel	59
B - Tarifs d'utilisations des réseaux (d'acheminement) du gaz propane.....	59
C - Tarifs de fourniture du gaz propane	59
D - Tarifs des prestations payantes	59
Annexe 5 - Pouvoir calorifique et facteurs de facturation.....	60
Annexe 6 - Critère de rentabilité des extensions	61
Annexe 7 - Conditions de changement de gaz	62
Annexe 8 - Typologie des biens.....	62
Annexe 9 – Conventions avec les aménageurs	62
Annexe 10 – Conventions de servitudes.....	62
Annexe 11 - Compte d'exploitation prévisionnel.....	62

Formation du contrat

Le SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE DU DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-SAÔNE ci-après dénommé l'« autorité concédante » a décidé par délibération en date du [REDACTED] de déléguer le service public de distribution de gaz combustible sur les communes de [REDACTED].

L'autorité concédante, par délibération en date du [REDACTED] a autorisé le Président, [REDACTED], à signer le présent contrat.

La société [REDACTED], ci-après dénommée le « concessionnaire », inscrite au registre du commerce de [REDACTED] sous le numéro [REDACTED], ayant son siège social [REDACTED], représentée par [REDACTED], agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par le Conseil d'Administration de la société, par délibération en date du [REDACTED], qui accepte de prendre en charge la gestion du service délégué, dans les conditions du présent contrat.

Le présent cahier des charges a été rédigé en cinq originaux dont deux demeureront déposés, l'un entre les mains de l'autorité concédante et l'autre entre les mains du concessionnaire, ce que les soussignés reconnaissent et acceptent.

Fait à [REDACTED], le [REDACTED]

Pour l'autorité concédante,
Le Président du Syndicat intercommunal d'énergie
du département de la Haute-Saône

Pour le concessionnaire,

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

Titre 1 - Définition du contrat - Dispositions générales


Article 1 - Objet du contrat

1.1 - Champ d'application

Le présent cahier des charges s'applique à la distribution publique de gaz combustible ainsi qu'à la gestion du service, par voie de concession pour les communes spécifiées à l'article 2.2 ci-dessous – dans le respect des lois successives du 3 janvier 2003 (loi n° 2003-8 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie), du 9 août 2004 (loi n° 2004-803 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières) et 7 décembre 2006 (loi n°2006-1537 relative au secteur de l'énergie) et de leurs décrets d'application.

Cette distribution publique de gaz est mise en œuvre sans considération d'usage du gaz consommé.

1.2 - Périmètre géographique

Le périmètre s'étend aux communes de .

L'autorité concédante pourra, pour tout motif lié à l'intérêt du service public modifier ce périmètre au cours de l'exécution du contrat. Cette révision du périmètre donnera lieu à un avenant au contrat et le cas échéant à une révision des tarifs.

1.3 - Prestations déléguées

La concession s'étend à tous les ouvrages et installations nécessaires au service de distribution publique de gaz de la commune concernée.

Sont concédées, les activités de gestionnaire de réseaux ainsi que, le cas échéant, celles de fournisseur, telles que définies par la loi, les règlements et le présent cahier des charges. Ces activités sont :

- Etablissement et financement du réseau de gaz ;
- Raccordement des usagers sur le tracé du réseau ;
- Exploitation et conduite du réseau afin de garantir la qualité et la continuité de fourniture ;
- Entretien préventif et maintenance curative de l'ensemble des biens, mobiliers et immobiliers, nécessaires à l'exploitation, et à la sécurité des personnes et des biens ;
- Renouvellement des réseaux et des ouvrages ;
- Etablissement des relations contractuelles avec les fournisseurs de gaz combustible (gaz naturel, propane...) ;
- Gestion des relations avec les usagers ;
- Perception auprès des usagers du prix des prestations et des taxes afférentes ;

- Conception et mise en œuvre des actions d'information de la clientèle et de promotion du service.

L'autorité concédante conserve le contrôle du service public concédé et pourra obtenir du concessionnaire tous renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations.

1.4 - Qualité et responsabilité du concessionnaire

Le concessionnaire est réputé posséder au moment de la signature du présent contrat, les autorisations et agréments nécessaires à son exécution. Il en adressera copie à l'autorité concédante un mois préalablement à la signature. Le concessionnaire portera à la connaissance de l'autorité concédante, par courrier recommandé avec A/R dans un délai d'un mois, toute modification de ses agréments et autorisations de nature à affecter ses droits d'exécution.

Le concessionnaire devra respecter les dispositions réglementaires quant à la conformité du réseau.

Le concessionnaire est responsable du fonctionnement du service. Il le gère conformément au présent cahier des charges et l'exploite à ses risques et périls.

La responsabilité résultant de l'existence des ouvrages et de l'exploitation du service concédé lui incombe et s'étend aux dommages suivants :

- dommages causés par les agents ou préposés du concessionnaire dans l'exercice de leurs fonctions,
- dommages causés à des tiers du fait de défectuosité ou de rupture de conduites,
- dommages causés à des visiteurs des ouvrages du service,
- dommages causés par l'incendie, le dégât des eaux, l'explosion, la foudre etc.

Le concessionnaire a l'obligation de souscrire des polices d'assurances (responsabilité civile et dommages aux biens). Il en précisera les caractéristiques à l'autorité concédante.

A ce titre, il assure la gestion des équipements, à l'intérieur du périmètre de la concession.

Tout autre cas sera réglé par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Au titre du présent contrat de concession, l'autorité concédante garantit au concessionnaire le droit exclusif d'exploiter le service public d'acheminement, et le cas échéant de fourniture, de gaz combustible dans le périmètre ainsi défini et à cette fin d'établir, sous réserve des droits de l'autorité concédante, les ouvrages nécessaires.

1.5 - Raccordement des usagers

Les usagers sont desservis par les ouvrages du service public, réseau de distribution ou installations adaptées à la demande d'un seul usager.

Toute alimentation (raccordement au réseau pour distribution de gaz) est effectuée conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Exceptionnellement, un accord peut être trouvé pour certaines alimentations :

- un usager du territoire de la concession consommant moins de 5 millions de kilowattheures par an peut être alimenté par le réseau de transport si une telle alimentation présente un intérêt général et avec l'accord de l'autorité concédante et du distributeur (concessionnaire),
- un usager du territoire de la concession consommant plus de 5 millions de kilowattheures par an doit être alimenté par le réseau de transport sauf accord particulier de l'autorité concédante et du distributeur (concessionnaire).

De même, des usagers industriels consommant des quantités de gaz supérieures à 5 millions de kilowattheures peuvent être alimentés par le distributeur.

Article 2 - Durée de la concession

La durée de la concession est fixée à 30 ans, sauf dispositions législatives contraires.

Cette durée commence à courir du jour où l'autorité concédante aura accompli les formalités propres à rendre le contrat exécutoire.

Article 3 - Engagements du concessionnaire

L'autorité concédante entend faire bénéficier ses habitants d'un service de qualité. Pour satisfaire cet objectif, le concessionnaire prend l'engagement d'organiser et d'exploiter le service dans les règles de l'art. Il respectera l'ensemble des obligations législatives et réglementaires relatives à la profession et à la conception, la réalisation et l'exploitation des ouvrages et du service.

Le concessionnaire veillera à la sécurité des personnes et des installations en amont et en aval du raccordement des consommateurs ainsi qu'à la continuité de fourniture de gaz.

La desserte sera prévue, en priorité au gaz naturel (à partir du réseau de distribution ou de transport existant) ou, à défaut au gaz propane.

La coordination sera en priorité recherchée pour tous travaux sur voirie.

Le concessionnaire établira une planification de ses travaux, qu'il communiquera à l'autorité concédante.

Le concessionnaire réalisera toute politique commerciale auprès des usagers pour améliorer le taux de raccordement.

En terme de solidarité, le concessionnaire devra se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires pour l'aide et le soutien aux personnes en situation de précarité.

Le concessionnaire veillera au respect de l'environnement, en réduisant au maximum les nuisances sonores et visuelles.

Le concessionnaire établira des partenariats et mettra en œuvre des actions visant à améliorer l'efficacité énergétique et à inciter l'installation d'équipements utilisant les énergies renouvelables.

Article 4 - Désignation des ouvrages et mise à disposition

Propriété des ouvrages

Tous les biens de la concession seront remis gratuitement à l'autorité concédante à l'expiration du contrat.

Désignation des ouvrages

Les ouvrages de la concession sont constitués par l'ensemble des installations fixes (ouvrages techniques, ainsi que leurs emprises immobilières, canalisations à moyenne ou basse pression, branchements, matériels et appareils) utilisées par le concessionnaire pour la distribution de gaz. Ils comprennent les installations initiales et les compléments ou modifications d'installations fixes qui seront réalisés en cours de concession, notamment les travaux initiaux, les extensions, renouvellements, renforcements et les branchements.

La limite des ouvrages concédés se situe :

- En amont : (à compléter pour le gaz naturel d'une part et pour le propane d'autre part).
- En aval : au robinet (inclus) après compteur chez les usagers.

Le concessionnaire est chargé d'établir et de tenir à jour un inventaire technique et financier des ouvrages de la concession. Cet inventaire est communiqué une fois par an sous forme informatique en annexe au compte rendu annuel prévu à l'article 41. Il contient à minima les informations mentionnées à l'article 41.2.

Usage des ouvrages

Le concessionnaire est le seul exploitant des ouvrages de la concession.

Il peut les utiliser pour alimenter en gaz en dehors du territoire de la concession ou pour toute utilisation complémentaire, à la condition expresse que ces fournitures ne portent aucune atteinte au bon fonctionnement du service concédé dans les conditions prévues au présent cahier des charges et que toutes les obligations imposées par celui-ci soient remplies.

Titre 2 - Travaux

Chapitre 1 - Définition

Article 5 - Intervention du concessionnaire et de l'autorité concédante

En dehors de l'autorité concédante pouvant exercer la maîtrise d'ouvrage en application des dispositions légales, le concessionnaire a seul le droit de créer, d'étendre, de renforcer, de renouveler, d'entretenir ou de réparer dans le périmètre du territoire concédé, soit au dessous, soit au dessus des voies publiques et de leurs dépendances, tous les équipements techniques nécessaires à la distribution publique du gaz.

Après en avoir informé le concessionnaire et pris en compte ses demandes d'ordre technique ou commercial, l'autorité concédante pourra, lorsqu'elle l'estime opportun, exercer la maîtrise d'ouvrage des travaux de réalisation des ouvrages de gaz. Le concessionnaire remboursera l'autorité concédante de ses débours. Toutefois, si le concessionnaire apporte la preuve que l'investissement ne respecte pas les critères de rentabilité convenus dans le présent cahier des charges, il plafonnera son remboursement au montant d'investissement qui permet d'obtenir la rentabilité contractuelle. Celle-ci pouvant évoluer avec le temps, le complément de remboursement sera réétudié à échéances périodiques. Toutefois, le concessionnaire accepte d'ores et déjà le principe de majorer de 10 %, pour tenir compte des frais généraux (maîtrise d'œuvre, maîtrise d'ouvrage), les dépenses directes de l'autorité concédante qui seront remboursées.

Dans le but de coordonner les travaux, le concessionnaire sera tenu d'accepter un mandat de maîtrise d'ouvrage de la part de l'autorité concédante ou d'autres collectivités dont l'objet est de réaliser des réservations pour d'autres réseaux (infrastructures de télécommunication notamment). Il répercutera à l'autorité concédante les frais réels des travaux majorés de 10%.

Lors d'un équipement en gaz d'une zone, par un aménageur, les ouvrages mis en service seront intégrés aux ouvrages de la concession. Une convention définira les modalités techniques et financières de cette intégration selon le modèle convenu en annexe 9.

L'autorité concédante et/ou la commune s'engage à prêter son concours au concessionnaire pour lui permettre d'obtenir les autorisations nécessaires à l'établissement des ouvrages ou des canalisations à poser sur ou sous les voies ou autres éléments des domaines publics qui ne relèvent pas d'elle. Les conventions de servitudes seront conformes à l'annexe 10.

L'autorité concédante et/ou la commune s'engage(nt) également à prêter son concours au concessionnaire et à faciliter l'acquisition, l'usage ou l'aménagement de terrains ou locaux, y compris ceux du domaine intercommunal privé, pour l'établissement des équipements techniques du réseau concédé et, en particulier, des postes de détente et / ou stockage. Ces terrains ou locaux font partie

du domaine concédé et sont des biens de retour de la concession. Les conventions de servitude ou les baux réservent les droits de l'autorité concédante.

Dans tous les cas, le concessionnaire se rapprochera de la commune pour la détermination de ce terrain.

Article 6 - Les différents types de travaux

Le concessionnaire établira à ses frais, dans le périmètre de la concession, tous ouvrages et canalisations qu'il jugera utiles dans l'intérêt du service concédé. Ces ouvrages et canalisations feront partie intégrante de la concession dans la mesure où ils sont utilisés pour le service concédé.

Les travaux sont identifiés selon leur nature :

- travaux de premier établissement,
- travaux d'entretien et de grosses réparations,
- travaux relatifs aux branchements et compteurs,
- travaux de renouvellement,
- travaux neufs de densification, d'extension et de renforcement.

Chapitre 2 - Caractéristiques techniques générales

Article 7 - Conditions générales d'exécution des travaux

Article 8 -

Le concessionnaire doit se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, ainsi qu'aux règlements de voirie édictés dans le cadre du code de la voirie routière.

Les travaux peuvent être momentanément suspendus sur l'ordre du maire dans le cadre de son pouvoir de police ou du président de l'autorité concédante, chaque fois que la sécurité publique l'exige.

Article 9 - Qualité de l'exécution des travaux

Le concessionnaire s'engage à ce que les travaux de premier établissement, de renouvellement, de renforcement ou d'extension du réseau concédé se fassent dans des conditions qui respectent la qualité de l'environnement et du cadre de vie des usagers.

Le concessionnaire s'engage à privilégier l'emploi de techniques discrètes (forage dirigé par exemple). Les nouvelles techniques sont, dans les meilleurs délais, substituées aux anciennes.

Les ouvrages et meubles émergents, faisant partie de la concession et dont le concessionnaire sera maître d'ouvrage, seront choisis par celui-ci en accord avec les autorités compétentes, de manière à obtenir une juste adéquation entre leur coût et leur bonne intégration dans l'environnement.

L'engagement du concessionnaire porte particulièrement sur :

- Les stockages de gaz propane,
- la qualité de l'insertion des coffrets de comptage (seules quelques exceptions justifiées peuvent déroger à la règle générale : l'encastrement des coffrets dans les murs ou les clôtures),
- les postes de détente pour lesquels, outre la qualité de leur insertion, le concessionnaire veillera à minimiser les éventuelles nuisances sonores,
- la qualité des réfections de voirie.

9.1 - Insertion des coffrets de comptage

Le concessionnaire s'engage à mettre en place des coffrets de dimensions les plus réduites possibles, compte tenu des impératifs techniques, pour la réalisation de branchements neufs, et à rechercher la meilleure intégration possible, en concertation avec le demandeur, et en lui proposant les gammes agréées de matériaux et de couleurs existant chez les fournisseurs.

Ceci s'applique également en cas de modification ou de déplacement du branchement y compris à la demande de l'usager, ainsi que pour son renouvellement.

L'encastrement des coffrets sera la technique de référence.

Pour améliorer l'intégration des coffrets, le concessionnaire s'engage à informer le demandeur au moyen d'une notice explicative jointe au devis.

Dans les sites classés relevant d'une protection spécifique, le concessionnaire s'engage à rechercher et mettre en œuvre les solutions de dissimulation les mieux adaptées, en liaison avec les parties concernées (communes, autorité concédante, architecte des bâtiments de France...).

9.2 - Insertion des postes de détente

Le concessionnaire s'engage à ce que les postes de détente soient équipés de régulateurs à faible niveau de bruit selon les règles et normes en vigueur au moment de la création ou du renouvellement.

Le concessionnaire diminuera le bruit produit par les postes de détente du réseau concédé que lui signale l'autorité concédante comme constituant une gêne pour les riverains, dès lors que le niveau sonore de ces ouvrages dépasse le plafond réglementaire.

Le concessionnaire s'engage à réaliser les travaux correspondants dans les meilleurs délais.

Article 10 - Programmation et coordination des travaux du concessionnaire

10.1 - Programmation

La programmation concerne la prévision dans le temps de tous travaux de manière générale.

Sur chaque commune de la concession, le concessionnaire élabore une programmation triennale des travaux. Il communique ce programme à l'autorité concédante, au gestionnaire de voirie et à la commune.

Cette programmation s'accompagne d'une procédure de concertation définie à l'échelle de la concession, entre le concessionnaire et l'autorité concédante. Elle permet de définir le territoire sur lequel une desserte ou une extension peuvent être envisagées.

Cette programmation est mise à jour annuellement. Elle englobe les travaux prévus de premier établissement des ouvrages, leur extension, leur renouvellement, leur renforcement et leur maintenance.

Le concessionnaire reste seul responsable de la conception et de l'exécution des travaux.

Cette programmation ne s'oppose pas à la réalisation d'investissements pour des travaux dont l'opportunité ne pouvait apparaître au moment de la programmation.

10.2 - Coordination

Le concessionnaire s'engage à initier systématiquement une coordination des travaux avec les autres gestionnaires de réseaux et de voirie, lors de l'exécution de ses propres travaux. Réciproquement, le concessionnaire s'engage à collaborer aux actions de programmation des autres gestionnaires de réseaux et de voiries.

Ceci implique de la part du concessionnaire, une adaptation de son programme de travaux dans le temps pour permettre une meilleure affectation des ressources et limiter le trouble généré pour les usagers et les riverains.

Le concessionnaire sera tenu d'anticiper les travaux de renouvellement d'au maximum 10 années. Au delà, il pourra faire valoir le surcoût généré par l'investissement anticipé et demander une participation correspondante.

Article 11 - Information pour travaux

Le concessionnaire informe les riverains et l'autorité concédante, sauf cas d'urgence, 10 jours au plus tard avant le début des travaux ou de l'interruption programmée selon les dispositions de l'article 22 du présent cahier des charges. Il peut utiliser à cet effet tout moyen de communication à sa

disposition dans la mesure où il peut garantir que plus de 90 % des usagers ont eu accès à l'information.

L'information précise a minima : la durée, la nature des travaux, ainsi qu'un numéro de téléphone pour renseignements complémentaires.

Article 12 - Implantation des ouvrages

Les terrains sur lesquels seront implantés les ouvrages de la concession seront acquis par le concessionnaire pour le compte de l'autorité concédante, ou à défaut grevés d'une servitude administrative définie dans l'annexe 9.

Cette servitude sera prévue avec l'utilisateur, propriétaire de la parcelle frappée de servitude et le concessionnaire, bénéficiaire de la servitude. L'acte établi stipule que le propriétaire s'engage en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux de la parcelle grevée, à informer au nouvel ayant droit, la servitude dont elle est frappée en obligeant expressément le dit ayant droit à la respecter en son lieu et place. L'acte rappelle également le droit de l'autorité concédante de se substituer au concessionnaire ou de subroger un autre exploitant dans les droits du concessionnaire.

Cette servitude est authentifiée par acte notarié et soumise à publicité foncière.

Chapitre 3 - Premier établissement du réseau de desserte

Article 13 - Premier établissement des réseaux

Le concessionnaire prendra des engagements quantifiés sur les travaux de premier établissement à réaliser durant les 5 premières années selon les tracés et les linéaires définis à l'annexe 1 en tenant compte des priorités ci-dessous indiquées, imposées par l'autorité concédante :

1. desservir la ZA des Champs May à Champagny,
2. desservir l'usine située au 14 Route de Palante à La Côte,
3. desservir les bourgs de Champagny et La Côte
4. desservir les bourgs de Ronchamp,
5. desservir les bourgs de Magny-Danigon, Plancher-Bas et Frahier-et-Chatebier.

Article 14 - Desserte en gaz propane (ou tout autre gaz équivalent)

Le concessionnaire vérifiera que :

- Les conditions d'implantation du(des) stockage(s) devront permettre d'assurer la sécurité, et de limiter l'impact sur l'environnement,
- Toute implantation aura été soumise à l'accord de la commune concernée,

- Le(les) stockage(s) sera(seront) suffisant(s) afin de couvrir les besoins des usagers raccordés durant 15 jours d'hiver, avec une température extérieure de -15°C.

Par la mise en place d'un règlement de service, l'autorité concédante autorisera l'accès au réseau à des fournisseurs de gaz propane qui signeront un contrat Fournisseur-GRD avec le concessionnaire. Ce dernier devra réaliser les travaux rendus nécessaires sur le réseau et en répercutera les coûts au demandeur.

Article 15 - Date de mise en service

Les ouvrages seront mis en service après le respect par le concessionnaire des procédures techniques réglementaires permettant le contrôle de l'étanchéité des ouvrages.

Le concessionnaire tiendra à jour la liste des ouvrages mis en service. Il le tiendra à la disposition de l'autorité concédante.

Chapitre 4 - Travaux et extension sur le réseau de desserte

L'autorité concédante recevra systématiquement pour avis, 3 mois avant la réalisation prévue des travaux, les études relatives aux travaux de modification du réseau (projets de dessertes, d'extensions, de renforcement, de renouvellement, de densification, de maintenance et de mise en conformité) faites par le concessionnaire à son initiative ou sur demande d'un tiers :

L'étude comprendra l'exposé minutieux du projet :

- Nom et coordonnées du demandeur,
- Plan des travaux envisagés : commune, rues concernées, branchements, et ouvrages envisagés,
- Nature des travaux, types d'ouvrages, quantité d'ouvrages,
- Coût estimé des travaux,
- Conditions particulières pratiquées par le concessionnaire,

Et concernant particulièrement les extensions :

- Faisabilité de l'opération (critère de rentabilité)
- Détail des données permettant d'aboutir à ce calcul dont la longueur de linéaire de réseau,

L'autorité concédante est associée aux éléments du dossier afin de contribuer à son amélioration.

Article 16 - Extensions

L'extension du réseau est le prolongement du réseau de distribution existant qui a pour objet d'assurer l'alimentation de nouveaux usagers.

Au cas où l'extension de réseau aurait comme finalité l'alimentation de la concession, elle pourra être réalisée en dehors du périmètre défini dans le présent cahier des charges. Cette conduite d'amenée du gaz sera financée par le concessionnaire et répertoriée en tant qu'ouvrage faisant partie de la concession.

Tout réseau de distribution qui permettra le développement d'un « ilot propane » sera assimilé à une extension.

Une extension peut être réalisée selon l'une des trois modalités suivantes :

- 1) Le concessionnaire est tenu de réaliser à ses frais une extension dès lors que le taux de rentabilité de l'opération dépasse une valeur seuil (définie à l'annexe 6)
- 2) Lorsque ce seuil n'est pas atteint, une participation peut être demandée au demandeur dans les conditions définies à l'annexe 6.
- 3) Pour atteindre cette valeur seuil, l'autorité concédante peut choisir, soit de réaliser elle-même une partie des travaux, soit d'assurer la rentabilité de l'opération en octroyant au concessionnaire une aide à l'investissement.

16.1 - Critère de rentabilité

Au delà de la réalisation initiale des ouvrages, toute nouvelle extension devra répondre aux critères techniques et financiers permettant d'assurer la faisabilité de l'opération.

La décision de l'extension est prise quand le critère de rentabilité de celle-ci est atteint et après accord de l'autorité concédante.

Dès que possible, ce calcul est effectué de manière globale, sur l'ensemble des extensions de la commune.

Les modalités de calcul du critère de rentabilité sont définies à l'annexe 6.

Le critère est adapté au type de gaz desservi.

Dans le cas où ces conditions sont obtenues, le raccordement a lieu dans un délai maximum, de deux mois après accord du client et sous réserve de l'obtention des autorisations administratives nécessaires.

16.2 - Etudes de rentabilité des investissements

Toute étude d'extension sera réalisée par le concessionnaire à la demande de l'autorité concédante dans le mois qui suit. Si l'étude porte sur plus de 20 branchements, le délai de transmission de l'étude sera à déterminer entre l'autorité organisatrice et le concessionnaire et ne devra pas dépasser 2 mois.

Le concessionnaire s'engage à effectuer le calcul de rentabilité de façon transparente : fourniture des hypothèses annuelles des consommations (nombre et consommations unitaires), coûts associés à l'exploitation des réseaux, montants et tracés détaillés des travaux à réaliser...

Dans l'hypothèse d'une rentabilité insuffisante, toutes les justifications seront fournies à l'autorité concédante.

Article 17 - Renforcements, renouvellement, densification, maintenance et mise en conformité

Sont à la charge du concessionnaire :

- les travaux de renforcement, c'est à dire tous les travaux destinés à faire face à un accroissement de la demande.
- les travaux de maintenance, de renouvellement et de densification.
- les travaux de mise en conformité des ouvrages avec les règlements techniques en vigueur.

Toute demande de raccordement dans le cadre de la densification du réseau sera accordée de droit et planifiée dans les travaux à réaliser du concessionnaire sous un délai de 1 mois sous réserve de l'obtention des autorisations.

Dans le cas où un réseau privé peut faire l'objet d'une rétrocession, le concessionnaire est tenu de réaliser un diagnostic du réseau et de l'intégrer dans le patrimoine de la distribution publique. Si des travaux de mise en conformité sont utiles, le concessionnaire devra les réaliser. Il pourra également motiver auprès de l'autorité concédante une demande de refus de la rétrocession.

Article 18 - Modification d'ouvrages

18.1 - Modifications à l'initiative du concessionnaire.

Lorsque le concessionnaire exécute des travaux entraînant des déplacements ou/et des modifications d'ouvrages, il est tenu de prendre à sa charge toutes les dépenses afférentes à ce déplacement ou/et à ces modifications.

Lorsque les ouvrages ne font pas partie de la concession, il prendra en charge toutes les dépenses afférentes aux déplacements et/ou modifications. Le concessionnaire pourra toutefois demander à leur propriétaire le financement de la partie de ces dépenses qui correspondrait à une amélioration des ouvrages déplacés ou modifiés sous réserve qu'il y ait eu accord préalable avec lui.

18.2 - Modifications à l'initiative de tiers.

Quand, à l'occasion de travaux financés par un tiers¹, le concessionnaire sera conduit à renouveler, par anticipation, une canalisation existante, il devra, pour évaluer la participation réclamée au tiers, tenir compte de la valeur de l'ouvrage abandonné. Plus précisément, le concessionnaire ne répercutera que le coût de la part des ouvrages nécessités par la nouvelle alimentation² minoré s'il y a lieu, du coût de l'anticipation du renouvellement³ de l'ouvrage existant.

Le concessionnaire ne pourra réclamer aucune indemnité pour les déplacements ou les modifications des installations du réseau concédé sur ou sous les voies publiques, lorsque ces changements sont requis par l'autorité compétente pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt du domaine public occupé.

Article 19 - Changement de nature de gaz desservi

Dans le cas d'une desserte initiale en gaz propane ou tout autre gaz équivalent, tous les 5 ans au maximum, il sera procédé à une analyse technique et économique pour envisager le changement de nature du gaz entre l'autorité concédante et le concessionnaire.

Ce délai peut être raccourci pour faire bénéficier les usagers de toute opportunité qui se présenterait.

A cette occasion, le concessionnaire est chargé de la suppression des cuves, de la remise en état du site, ainsi que du raccordement au réseau de gaz naturel (réseau de distribution ou de transport).

Cette analyse mettra en évidence les possibilités de desserte en gaz naturel. La décision du changement est liée aux résultats de l'analyse prévue à l'annexe 7.

Chapitre 5 - Liaison réseau / usagers

Article 20 - Branchements

¹ exemples : déplacement d'un ouvrage existant ou encore déplacement d'ouvrage d'un autre occupant du domaine.

² Coût de la part des ouvrages nécessités par la nouvelle alimentation = différence entre la valeur de l'ouvrage effectivement construit et celle de l'ouvrage qu'il aurait été nécessaire de construire pour satisfaire au seul remplacement à l'identique de l'ouvrage existant.

³ Coût d'anticipation du renouvellement d'un ouvrage = différence entre la valeur de remplacement de l'ouvrage et la valeur actuelle du même remplacement effectué à la date normale de renouvellement de l'ouvrage. La détermination de la durée d'anticipation du renouvellement se fera par référence à la durée fiscale de l'ouvrage. Cette valeur actuelle est déterminée par application du coefficient d'actualisation utilisé par le concessionnaire pour l'ensemble de ses investissements.

Les branchements ont pour objet d'amener le gaz depuis la canalisation de distribution jusqu'à l'entrée du compteur. Ils font partie de la concession.

Tout branchement d'immeuble doit être muni d'un organe de coupure générale et de protection des branchements conformes aux dispositions réglementaires de sécurité.

L'organe de coupure générale doit être accessible et manœuvrable en permanence.

On appelle conduite collective, la partie de l'installation d'un immeuble collectif comprise entre l'organe de coupure générale et les compteurs individuels. Elle fait partie du branchement.

Elle peut être constituée des éléments suivants :

- conduite d'immeuble,
- conduite montante,
- conduite de coursive,
- dérivation individuelle, permettant l'amenée du gaz jusqu'aux compteurs.

Le concessionnaire exécute, ou fait exécuter sous sa responsabilité, le branchement qui relie la canalisation de distribution publique au compteur.

Lorsqu'elle n'est pas réalisée par le concessionnaire, la conduite collective est remise gratuitement à ce dernier pour qu'il en assure à ses frais la maintenance, ainsi que le renouvellement.

Le concessionnaire prendra les conduites collectives remises gratuitement par les propriétaires pour les intégrer dans les ouvrages concédés en effectuant une vérification de conformité avec les règlements techniques en vigueur.

Article 21 - Compteurs

Le concessionnaire est chargé d'exercer les activités de comptage pour les utilisateurs raccordés au réseau de distribution.

Les compteurs servant à mesurer le gaz fourni et leurs dispositifs additionnels doivent être d'un modèle approuvé par le service chargé du contrôle des instruments de mesure ou équivalent. Le concessionnaire a l'exclusivité de la maintenance des compteurs. Ils sont plombés par lui. Les agents qualifiés du concessionnaire ont à toute époque libre accès à ces appareils.

Le débit horaire nominal des compteurs est déterminé en fonction du débit horaire maximum de l'ensemble des appareils d'utilisation du gaz du client. Les compteurs de type usuel, d'un débit horaire nominal inférieur à 16 m³, font partie de la concession. Ils sont installés dans les conditions précisées par la réglementation en vigueur. Ils reviennent gratuitement à l'autorité concédante à l'expiration du contrat.

La fourniture, la pose et la mise en service des compteurs et de leurs accessoires, sont facturés au client conformément à la tarification établie et annexée au cahier des charges.

Les frais de déplacement des compteurs et de leurs dispositifs additionnels sont à la charge de celui qui en fait la demande selon le tarif établi et annexé à ce cahier des charges (annexe 4).

Les compteurs et les dispositifs additionnels détériorés par le fait du client ou d'une personne dont il est civilement responsable sont réparés ou remplacés par le concessionnaire aux frais du client.

Les dispositifs de comptage sont placés en limite de domaine public pour les immeubles individuels, et dans la gaine d'immeuble ou un local technique désigné à cet effet par le représentant des propriétaires pour les immeubles collectifs.

Toute autre installation doit permettre une lecture des dispositifs de comptage par l'agent du concessionnaire.

Les compteurs de plus de 20 ans sont systématiquement renouvelés par le concessionnaire. Tous les compteurs seront restitués gratuitement à l'autorité concédante à l'expiration du contrat.

Titre 3 - Exploitation

Chapitre 6 - Exploitation technique

Article 22 - Condition d'exploitation

Le concessionnaire est tenu de prendre les dispositions appropriées pour assurer l'alimentation de gaz dans les conditions de continuité et de qualité définies par les textes réglementaires en vigueur, par le présent cahier des charges, ainsi que par le règlement de service ou tout autre document équivalent.

Le concessionnaire aura toutefois la faculté d'interrompre le service exceptionnellement pour des travaux d'investissement, de mise en conformité ou de maintenance préventive ou corrective du réseau concédé. Il en sera de même pour tous les travaux réalisés à proximité des ouvrages qui nécessiteront leur mise hors gaz par mesure de sécurité. Le concessionnaire s'efforcera de réduire ces interruptions au minimum, notamment par l'utilisation des possibilités offertes par le progrès technique, et de les situer, aux dates et heures susceptibles de provoquer le moins de gêne possible aux clients.

Une information est délivrée aux usagers selon les dispositions de l'article 11 du présent cahier des charges.

Dans les circonstances exigeant une intervention immédiate, le concessionnaire est autorisé à prendre d'urgence les mesures nécessaires, sous réserve d'aviser dans les meilleurs délais le maire intéressé et l'autorité concédante.

Article 23 - Qualité de fourniture

23.1 - Nature du gaz

La nature du gaz distribué sur le territoire de la concession est soit du gaz naturel de type H ou du gaz propane ou tout autre gaz équivalent.

23.2 - Pression

Le concessionnaire doit prendre toutes dispositions pour que la pression mesurée à l'entrée du compteur ou au robinet de coupure individuel, reste comprise entre les valeurs fixées par les dispositions réglementaires en vigueur, à l'exception des clients dont le contrat prévoit une pression d'alimentation différente.

Les limites admissibles de variation de la pression de distribution dépendent du gaz distribué et résultent de l'application des textes en vigueur.

Limites (en mbar)	Inférieure	Supérieure
Gaz H	17	25
Propane	27	47

Le concessionnaire devra garantir une pression minimale en tout point du réseau. Pour cela, il effectuera des mesures afin de justifier ces pressions minimales.

La pression est enregistrée en continu. Les emplacements des points de mesure de la pression du gaz distribué sur les communes de la concession seront communiqués à l'autorité concédante tous les ans dans le compte rendu annuel de la concession.

La pression est par ailleurs calculée en tout point du réseau par un logiciel de perte de charges.

Pour les points sensibles mis en évidence par ces mesures ou calculs, le concessionnaire réalise des campagnes de mesures dont l'optique est de valider ou de recalibrer les paramètres introduits dans le logiciel de simulation, ou, s'il y a lieu de réaliser les travaux nécessaires sur le réseau concédé pour que soient respectées les dispositions du présent paragraphe.

Les installations fixes de mesure de pression font partie du réseau concédé sauf celles intégrées au réseau de transport.

Le concessionnaire fournira également lors de la remise des plans la pression du gaz pour chaque canalisation.

Au delà des obligations mentionnées ci-dessus, le concessionnaire devra préciser dans le cas de la distribution de gaz propane, la pression minimale et maximale pour les stockages.

23.3 - Pouvoir calorifique

Définition

En situation normale de fonctionnement, chaque usager est alimenté par une source déterminée (ce qui détermine son appartenance à une zone de mesure du PCS).

A la date de signature de contrat :

- les gaz combustibles distribués sur la concession,
- la valeur du PCS de référence de chacun,
- sa fourchette de variation admissible,
- sa zone précise de distribution dans la concession,
- et, sur chaque zone de distribution, le point de mesure du PCS effectif,

seront précisés en annexe 5 du présent cahier des charges.

La reprise de points d'alimentation par une source différente de la source initiale fait l'objet d'une information systématique du concessionnaire auprès de l'autorité concédante.

Mesure

Pour chaque gaz distribué, le pouvoir calorifique supérieur (PCS), rapporté au mètre cube de gaz sec à la température de 0° Celsius et sous la pression de 1,013 bar, doit rester compris dans des limites fixées par les dispositions réglementaires en vigueur (cf. annexe 5).

Pour ce faire il sera procédé, sur chacune des zones de distribution, à des mesures régulières de PCS effectif des gaz combustibles injectés.

Le rythme de mesure de ces PCS sera précisé en annexe 5 du présent cahier des charges.

Le concessionnaire se porte garant de l'exactitude de ces mesures.

L'accès à tous les documents ayant trait à l'élaboration et aux résultats de ces mesures ou calculs des caractéristiques du gaz distribué est garanti à l'autorité concédante.

L'autorité concédante, informée de l'emplacement exact des appareils de mesure, peut y accéder à sa demande.

Le concessionnaire rendra donc compte à l'autorité concédante de toute modification des lieux de mesure dans le cadre de la remise de son rapport d'activité.

Les appareils de mesure sont conformes aux normes applicables, de même que les modalités opératoires et l'étalonnage. Les intervalles de confiance correspondants sont communiqués à l'autorité concédante.

Le concessionnaire transmet chaque mois les valeurs moyennes journalières à l'autorité concédante avec indication des valeurs mini et maxi instantanées du mois, ainsi que la valeur du PCS moyen du mois.

L'autorité concédante se réserve la possibilité d'effectuer directement ou par un tiers, des contrôles des PCS.

Détermination de l'énergie distribuée

La détermination de l'énergie fournie à un usager sur une unité de temps sera le produit du PCS moyen du gaz injecté sur la zone de desserte pendant l'unité de temps, par le volume mesuré du gaz qui lui est livré sur la même période.

Le PCS moyen sera obtenu par la moyenne des PCS instantanés pondérée par les débits de gaz injectés sur le réseau entre deux mesures consécutives du PCS. Les calculs sont tenus à la disposition de l'autorité concédante.

Le volume mesuré au compteur, dans les conditions effectives de pression et de température, sera ramené aux conditions normales (cf. annexe 5).

23.4 - Caractéristiques de combustion

Les conditions de fourniture du gaz sont telles que le débit calorifique et les caractéristiques de la flamme demeurent sensiblement constants dans un appareil d'utilisation conforme aux normes en vigueur et en bon état de fonctionnement.

23.5 - Odorisation

A la date de signature du présent contrat, les lieux de mesure et de contrôle seront précisés en annexe 2 du présent cahier des charges.

Les modalités d'odorisation du gaz sont précisées par la réglementation en vigueur.

Le gaz doit être convenablement épuré. Toutefois, il doit toujours posséder une odeur suffisamment caractéristique pour que les fuites soient immédiatement perceptibles à l'odorat.

On entend par odorisation suffisante, le fait que l'odeur de gaz devient perceptible par un nez moyen normalisé⁴, au plus tard, quand la concentration de gaz atteint 20% de la limite inférieure d'explosivité (L.I.E)⁵.

⁴La perception par un nez moyen est définie par la norme NF-X 43.101 de décembre 1986 et NF EN ISO 9001 (2000).

Cette odeur doit disparaître par la combustion complète du gaz.

Le concessionnaire rend compte à l'autorité concédante de toute modification des lieux de mesure et de contrôle.

Les enregistrements des mesures et les calculs effectués par le concessionnaire sont tenus à disposition de l'autorité concédante pendant un délai de 2 ans.

Les installations d'odorisation ne font pas partie des ouvrages concédés.

Article 24 - Conduite de réseau

24.1 - Intervention d'urgence

Le concessionnaire organise son service d'intervention d'urgence de telle sorte que la réception des appels téléphoniques de tiers soit assurée en permanence et présente un caractère prioritaire.

La commune concernée et l'autorité concédante sont tenues informées par le concessionnaire de ces appels, des moyens mis en œuvre pour l'intervention, des détails circonstanciés de celle-ci, dans un délai de 24 heures. Ce délai sera réduit en fonction de l'importance de l'intervention.

- Obligation d'intervention

Le concessionnaire a l'obligation d'intervenir dans les meilleurs délais, et ce, en application des textes réglementaires en vigueur.

- Obligation de conservation des appels de tiers et incidents

Le concessionnaire a l'obligation de conserver l'ensemble des appels de tiers et incidents et de tout document associé, selon la réglementation en vigueur. La conservation sera de 2 ans afin de tenir cette information à disposition de l'autorité concédante.

Un suivi de l'évolution de la nature et du nombre d'incidents affectant les ouvrages concédés est réalisé. L'analyse des sièges et causes des incidents permet d'adapter les actes de maintenance et la politique de renouvellement des ouvrages.

L'autorité concédante est destinataire des éléments constitutifs de cette analyse.

⁵La proportion de gaz ou de substance inflammable dans l'air doit être située entre deux limites pour que le mélange puisse être enflammé. Ces limites sont appelées limite inférieure d'explosivité et limite supérieure d'explosivité (en abrégé : LIE et LSE). Elles dépendent de la nature du gaz distribué. Dans le cas du gaz naturel de type H, on retiendra que la LIE est égale à 5 % (elle est de 5,3 % pour un mélange de méthane et d'air saturé d'humidité, sous la pression atmosphérique normale à la température de 20°C - Source Aide Mémoire de l'ATG.)

- Relation avec les services de secours

Le concessionnaire veille à la cohérence des mesures qu'il met en œuvre, avec les dispositions réglementaires imposées par les autorités ayant pouvoir de police sur le territoire de la concession, pour assurer la mise hors danger des personnes et des biens aussi rapidement que possible.

A l'initiative du concessionnaire, une convention tripartite entre le Service Départemental d'Incendie et de Secours du département, le concessionnaire et l'autorité organisatrice, est conclue afin de formaliser la coopération en matières d'information (plans des réseaux sur les supports existants : papier, calque ou informatique, de formation (« intervention gaz ») et d'organiser la coordination des interventions avec les centres de secours locaux.

L'information sur les installations gazières et la formation sont gratuites.

Il appartient au concessionnaire d'informer les services de secours, des communes ayant au moins un usager desservi en gaz ainsi que des communes traversées par un réseau de distribution de gaz et d'organiser l'accès à ces informations.

En cas d'urgence avérée, les travaux affectant le sol et le sous-sol des voies publiques et de leurs dépendances sont effectués le plus rapidement possible par l'exploitant.

24.2 - Plans du réseau concédé

Le concessionnaire établira, conformément à la réglementation en vigueur le plan des réseaux concédés. Au même titre que le fond de plan sur lequel sont positionnés les réseaux, le plan des réseaux fait partie des biens en concession.

Le concessionnaire fournira gratuitement à l'autorité concédante une fois par an, courant du 1^{er} trimestre, les plans du schéma d'exploitation, avec mise à jour du réseau de distribution de gaz ainsi qu'un exemplaire des plans grande échelle comprenant les conduites déposées conformément à la réglementation.

Les plans doivent être fournis sur papier en double exemplaires et sur support informatique. Dès lors qu'une modification a été enregistrée, une mise à jour informatique est transmise chaque mois.

La fourniture des plans informatiques sera conforme au système de référence Système d'information Géographique, déterminé par les deux parties.

Les plans informatiques seront géoréférencés (X ; Y) et conformes au système de projection Lambert pris en compte par le fond de plan cadastral numérisé utilisé par les communes Drômoises. Le format des fichiers comportant les réseaux sera compatible avec le format .mif/.mid (SIG) au à défaut avec les formats Autocad ou Microstation.

Sur demande ponctuelle de l'autorité concédante, le concessionnaire transmet à l'autorité concédante les extraits de plans correspondants papier et informatique dans un délai de 15 jours.

Le schéma d'exploitation, précité et les documents annexes sont tenus à la disposition de l'autorité concédante et notamment lorsque cette dernière réalise ses opérations de contrôle.

Le concessionnaire doit répondre aux autres opérateurs de réseaux, aux maîtres d'ouvrages (ou maîtres d'œuvre) et intervenants dans le cadre des Demandes de Renseignements et des Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux qui lui sont transmises.

24.3 - Personnel ou Agents du concessionnaire

Le concessionnaire doit respecter les dispositions générales de sécurité du personnel.

Les agents et gardes que le concessionnaire a fait assermenter pour la surveillance et la police de la distribution et de ses dépendances sont porteurs d'un signe distinctif ou munis d'un titre attestant leurs fonctions.

24.4 - Surveillance des ouvrages

Le concessionnaire se conformera aux dispositions réglementaires en vigueur.

Le concessionnaire s'engage à vérifier périodiquement l'étanchéité des ouvrages de distribution par le biais d'une action de détection systématique des fuites de gaz. A minima, le concessionnaire procède à une détection dans l'année qui suit les travaux de pose puis tous les deux ans.

L'autorité concédante est préalablement informée du programme de visites des ouvrages de la concession.

Le concessionnaire apporte également une surveillance régulière des ouvrages collectifs en immeubles, dès lors qu'ils font partie de la concession.

Pour faciliter les interventions d'urgence sur le réseau concédé, le concessionnaire s'assure que les organes de manœuvres du réseau sont clairement repérés sur le terrain, accessibles et manœuvrables. Leur bon état de fonctionnement sera vérifié une fois par an.

Tous les branchements et leurs organes constitutifs, tels que définies à l'article 20, font partie des ouvrages concédés. Le concessionnaire en assure la maintenance et le renouvellement à ses frais.

24.5 - Contrôle des stockages

Le contrat entre le fournisseur de propane et le concessionnaire traitera du contrôle des stockages.

24.6 - Vérification des compteurs

Indépendamment des vérifications imposées par la réglementation en vigueur⁶, le concessionnaire peut procéder à la vérification des compteurs et de leurs dispositifs additionnels aussi souvent qu'il le juge utile, les frais de vérification étant à sa charge.

Le client peut demander à tout moment la vérification de ces appareils, soit par le concessionnaire, soit par le service chargé du contrôle des instruments de mesure, soit par un organisme agréé par ce dernier.

Les frais entraînés par cette vérification sont à la charge du client si ces appareils sont reconnus exacts, et à celle du concessionnaire dans le cas contraire. Ces appareils sont reconnus inexacts lorsqu'ils présentent des erreurs de mesure supérieures aux écarts tolérés par les règlements techniques les concernant.

24.7 - Abandon d'ouvrages

Tout abandon d'ouvrages sera conforme aux dispositions réglementaires en vigueur⁷.

Afin que la procédure d'abandon des ouvrages constitue un remède à l'encombrement du sous-sol ou du domaine public en général, le concessionnaire délivre une information précise sur la mise en œuvre des procédures d'abandon des ouvrages, dans son compte rendu annuel, comprenant le plan des ouvrages abandonnés.

L'information communiquée à l'autorité concédante rend compte du stade de la procédure atteint pour chaque ouvrage concerné. Si besoin, ces abandons feront l'objet d'un accord avec l'autorité concédante.

Le concessionnaire sera tenu de déposer les ouvrages quand la dépose est d'intérêt général ou demandée par la commune.

Article 25 - Changement de nature de gaz

Dans le cas d'un changement de distribution de gaz propane (ou tout autre gaz équivalent) en gaz naturel, il convient que le concessionnaire avertisse 1 an auparavant les clients et les informe des échéances, des travaux leur incombant et des modalités à respecter (certificat de conformité). Le changement sera fait de préférence en période d'été.

Les modifications jusqu'au compteur seront à la charge du concessionnaire.

⁶ Au jour de la signature du contrat : décret n° 72-866 du 6 septembre 1972.

⁷ arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations – article 22 et cahier des charges RSDG 15.

Le concessionnaire sera tenu d'informer les services de secours pour le changement de nature de gaz.

Article 26 - Programme de renouvellement et de maintenance.

Un plan de renouvellement prévisionnel des ouvrages pour la durée du contrat sera convenu entre le concessionnaire et l'autorité concédante (annexe 1 – C). Ce document prévisionnel sera réactualisé tous les 5 ans.

Par ailleurs, le concessionnaire établira annuellement un programme détaillé d'intervention pour :

- La maintenance préventive des ouvrages,
- Le renouvellement des ouvrages.

L'autorité concédante sera destinataire de ces programmes dans le cadre de la fourniture du compte rendu annuel du concessionnaire, défini dans le titre V.

Ces programmes visent à respecter les obligations législatives et réglementaires, assurer la sécurité des personnes et conserver en bon état les ouvrages de la concession.

Chapitre 7 - Exploitation - domaine clientèle

Article 27 - Principes généraux et conditions générales du service

27.1 - Principes généraux

Le concessionnaire doit assurer aux usagers un service efficace et de qualité en ce qui concerne :

- leurs raccordements,
- l'acheminement et, le cas échéant, la fourniture du gaz,
- les services : information, conseil, relève et dépannage.

Le concessionnaire personnalisera ces services (emplacement des comptages, dates de rendez-vous...) dans le respect toutefois de la règle de l'égalité de traitement.

L'égalité de traitement des usagers se conçoit pour les personnes placées dans une situation identique vis à vis du service public. La similitude de situation permet de définir une catégorie.

La définition d'une catégorie d'usagers, permettant une discrimination ne peut résulter que d'une nécessité d'intérêt général en rapport avec les conditions d'exploitation du service.

La qualité du service supposera également son adaptabilité, sa mutabilité et sa transparence. L'application de ces principes est de droit quand elle n'entraîne pas de déséquilibre financier pour le concessionnaire.

Cette exploitation devra être conforme aux dispositions de l'arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations.

Le concessionnaire se rémunère auprès des usagers selon les conditions législatives et réglementaires en vigueur en appliquant des tarifs d'acheminement pour les canalisations :

- de gaz naturel,
- de gaz propane,
- et le cas échéant de fourniture pour le gaz propane.

27.2 - Autorisation d'accès au réseau

Tel que défini dans la législation en vigueur, le concessionnaire autorise l'utilisation du réseau par les fournisseurs de gaz.

Les tarifs d'utilisation des réseaux sont définis et annexés au présent cahier des charges.

27.3 - Règlement du service

Le Président du SIED 70 définit par un arrêté un règlement du service. Les montants des prestations payantes sont mises à jour annuellement. Tous les cinq ans, et chaque fois que l'une des parties le sollicite, le concessionnaire et l'autorité concédante se rencontrent pour modifier ce document.

Le règlement de service définit les conditions et les modalités suivant lesquelles le service est offert aux usagers. Il précise les conditions générales du service à destination des usagers. Son objectif principal est de définir les droits et obligations des usagers et du concessionnaire.

Il informe notamment les usagers de la faculté qui leur est offerte de prendre connaissance du présent contrat de concession, ainsi que le compte rendu annuel de concession visé à l'article 47.

Il comprend le régime des abonnements, les dispositions techniques relatives aux conditions de livraison du gaz et aux compteurs, les conditions de paiement, les services.

Il précise les caractéristiques du gaz, la valeur du coefficient de conversion et de son mode de calcul (résultant de trois éléments : pouvoir calorifique supérieur, température et pression).

Ce règlement est reproduit en annexe 3 du présent cahier des charges.

Il distinguera les clients éligibles et les clients non éligibles. Il sera transmis à chaque usager par le concessionnaire.

27.4 - Fichier client

Le concessionnaire établit et utilise le fichier client conformément aux textes en vigueur.

Durant la durée du contrat de concession, le concessionnaire met à jour les informations enregistrées et le fait évoluer en fonction des services attendus par les différents segments d'utilisateurs.

Les agents assermentés de l'autorité concédante peuvent y avoir accès à tout moment, et peuvent en obtenir gratuitement des extraits. Ils s'engagent à préserver la confidentialité des informations transmises par le concessionnaire.

En fin de concession, ce fichier est remis gratuitement et en intégralité à l'autorité concédante.

Article 28 - Dispositions relatives à tout usager

28.1 - Demande de raccordement

Le raccordement comprend :

- la fourniture et la mise en place du coffret de comptage (et éventuellement de détente),
- la fourniture et la mise en place du socle,
- la réalisation du branchement,
- la tranchée et son remblayage,
- la réfection de la chaussée et des trottoirs,
- la fourniture et la pose de la canalisation et des équipements nécessaires à l'alimentation,
- la fourniture et la pose du compteur à débit horaire inférieur à 16m3,
- la fourniture et la pose de la détente.

A chaque demande de raccordement, le concessionnaire fournira un devis complet, conforme à la tarification définie au présent cahier des charges et lisible par les clients.

Il précisera les délais d'intervention.

Les modalités de raccordement au réseau de distribution publique de gaz seront définies dans le règlement de service ou tout autre document équivalent. Les droits et obligations des utilisateurs et du concessionnaire pour tout ce qui concerne la gestion du réseau y seront mentionnés.

28.2 - Facturation des travaux (raccordement, déplacement, modification...)

La facturation des travaux est conforme aux dispositions financières de l'annexe 4.

Tout ce qui a fonction de local ou de génie civil, propriété de l'utilisateur, est exclu de la facturation du raccordement.

Dans le respect de l'égalité de traitement des utilisateurs, la facturation des raccordements est organisée par le biais de barèmes forfaitaires ou de formules de calcul approuvés par l'autorité concédante au vu des coûts effectifs engagés par le concessionnaire. Ces barèmes ne couvrent qu'une part des dépenses engagées par le concessionnaire.

Les travaux qui donnent lieu à facturation à des tiers seront facturés selon le principe du coût réel majoré de 10 % pour prendre en compte les frais d'étude, de suivi technique, administratif et financier. Un devis détaillé sera adressé au demandeur. Sans modification des prestations de travaux imposées par le demandeur, son montant sera comparé au coût réel majoré de 10 %.

Dans le cas où les dépenses effectives sont plus élevées que le montant du devis, celui-ci pourra être majoré au maximum de 15 %.

Dans le cas où les dépenses du concessionnaire sont moins élevées que prévues, le concessionnaire facturera le coût réel majoré.

Le concessionnaire peut définir des modalités de paiement fractionné pour le paiement du branchement. Ces conditions sont fixées dans la tarification annexée au présent cahier des charges.

Les modifications ou suppressions de branchements, sont à la charge de celui qui en fait la demande.

28.3 - Relevé, facturation et recouvrement du gaz consommé

▪ Relevé des compteurs

Les compteurs sont placés en limite de domaine public ou de façon à permettre les relevés depuis le domaine public.

La fréquence des relevés sera la plus régulière possible. Elle sera au minimum d'une fois par an.

Le concessionnaire s'engage à prendre en compte les spécificités des besoins des usagers :

- résidences secondaires : adéquation de la période de relève, vérification de la disponibilité des usagers,
- collectivités territoriales : relevés à mois fixe et sur des périodes homogènes.

Toute disposition devra être prise pour atteindre l'objectif de 100% de relève effective par an.

▪ Factures et paiement

La facturation est conforme aux dispositions législatives et réglementaires au regard notamment des taxes et contributions existantes et à venir.

Dans le cas d'une facturation directe à l'utilisateur, le concessionnaire veille à la lisibilité et à la compréhension des factures. Le concessionnaire s'engage à faire évoluer la présentation de la facture afin qu'elle constitue un instrument d'utilisation rationnelle de l'énergie.

Il rappelle à l'appui de chaque facture les différentes rubriques relatives à la facturation et notamment de façon apparente les consommations.

Chaque facture devra comporter également :

- les coordonnées téléphoniques à appeler pour l'utilisateur en cas de demande d'information ou de réclamation ;
- Le numéro d'appel d'urgence ;
- Les éléments de nature à expliciter les modalités de paiement et à indiquer la date limite de règlement ;
- La valeur du facteur de facturation, fonction du pouvoir calorifique supérieur et du coefficient de correction ;
- La consommation avec la période correspondante ;
- Ainsi que le nom et les coordonnées de l'autorité concédante.

Le calcul qui permet la facturation à l'utilisateur est repris à l'annexe 5.

Dans le cas d'une facturation intermédiaire aux relevés, une explication du calcul des consommations estimées est faite. Le mode d'évaluation du volume estimé apparaît clairement.

L'autorité concédante aura la possibilité une fois par an de joindre à la facture, sa lettre aux usagers.

▪ Erreur de relevé

Lorsqu'une erreur est constatée dans l'enregistrement des consommations, un redressement de facturation est effectué par le concessionnaire dans la limite autorisée par les textes applicables en matière de prescription.

Pour la période où ces appareils ont donné des indications erronées, les quantités d'énergie livrées sont déterminées par comparaison avec les consommations des périodes similaires au regard de l'utilisation du gaz, précédant la date du constat, ou à défaut, par analogie avec celles de clients présentant des caractéristiques comparables revues le cas échéant sur la base des consommations enregistrées par le nouveau compteur. Ces consommations feront l'objet d'un abattement d'au moins 10 % correspondant au préjudice subi par le client. Le concessionnaire ne pourra facturer un antécédent de consommation dépassant deux années.

Pour effectuer le redressement de facturation, le concessionnaire tiendra compte de l'évolution des tarifs en vigueur au cours de la période considérée.

Si l'erreur de facturation a été commise au détriment du client, le règlement des sommes dues par le concessionnaire interviendra dans un délai maximum de 10 jours après que le montant du décompte aura été arrêté.

28.4 - Services

a) Les prestations

- Obligatoires et gratuites pour tous les usagers.

Le concessionnaire devra assurer pour tous les usagers :

- le relevé,
- la facturation,
- les interventions sur appels de tiers,
- l'information et le conseil,
- suppression d'un branchement pour raison de sécurité.

Selon la catégorie d'usager, le concessionnaire déterminera les modalités de chacune de ces prestations.

- Autres prestations.

Pour les autres prestations, un bordereau des prix est établi selon les modalités fixées au titre IV et précisé en annexe 4.

Ces tarifs sont indexés et révisés selon les dispositions du titre IV.

Ces prestations sont notamment :

- Le raccordement (lors des travaux de 1er établissement et après),
- Le relevé spécifique,
- La vérification du compteur, à la demande du client, si celle-ci ne montre aucun dysfonctionnement,
- Le déplacement d'un compteur,
- La mise en service,
- La fourniture et la pose des compteurs et appareillages dont le débit horaire est supérieur ou égal à 16 m³,
- La suppression de branchement.

b) Le contrôle des installations intérieures

L'installation intérieure commence :

- à l'aval du robinet après compteur,
- à l'aval de l'organe de coupure individuel ou à défaut à l'aval du robinet de coupure générale dans le cas des conduites collectives sans compteurs individuels.

Les installations intérieures, leurs compléments ou modifications, doivent être établis et les visites de contrôle réalisées, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Les installations intérieures sont exécutées et entretenues sous la responsabilité du propriétaire, ou de toute personne à laquelle aurait été transférée la garde desdites installations.

En cas de trouble affectant l'exploitation, d'usage illicite ou frauduleux du gaz, le concessionnaire peut refuser d'effectuer ou de continuer à effectuer l'alimentation.

Si le concessionnaire a connaissance d'un danger grave et immédiat, il doit prendre toute mesure de nature à faire cesser le danger.

Lorsqu'il reçoit une injonction émanant de l'autorité de police compétente, il doit immédiatement s'y conformer.

Le concessionnaire est autorisé, à tout moment, à vérifier les installations intérieures.

Si les installations sont reconnues défectueuses ou si le client s'oppose à leur vérification, le concessionnaire pourra refuser d'alimenter, ou interrompre l'alimentation.

En cas de désaccord entre le concessionnaire et un usager sur les mesures à prendre pour faire disparaître les défauts constatés, le différend sera soumis pour avis à l'autorité concédante.

En aucun cas, ni l'autorité concédante ni le concessionnaire n'encourt de responsabilité en raison de défaut des installations intérieures.

Compte tenu du caractère déterminant de la sécurité des installations intérieures pour les personnes et les biens, et bien que ces installations ne fassent pas partie de la concession, le concessionnaire contribue notamment à la généralisation des diagnostics sécurité sur les installations intérieures des usagers. Ce diagnostic permet à l'usager de vérifier que son installation intérieure, dont il est responsable, est conforme aux normes de sécurité en vigueur et en parfait état de fonctionnement. Ce diagnostic sécurité est réalisé par un organisme professionnel autorisé, indépendant du concessionnaire.

Parallèlement, le concessionnaire, en concertation avec l'autorité concédante, mettra en œuvre des initiatives de sensibilisation des usagers et des professionnels concernés qui lui paraîtront le plus appropriées à contribuer à cet objectif de sécurité des installations intérieures.

c) Conseil

Le concessionnaire s'engage à :

- Délivrer aux usagers un conseil tarifaire et technique personnalisé notamment lors de la prise d'effet du contrat d'abonnement.
- Répondre aux sollicitations des usagers. Les conseils délivrés portent notamment sur la sécurité, l'adaptation des installations de l'usager, sur le choix des tarifications et des usages...
- Pratiquer une politique de conseil d'utilisation rationnelle de l'énergie à savoir aider les usagers à mieux gérer l'énergie consommée et délivrer une optimisation tarifaire personnalisée annuellement avec un bilan de consommation.

La notion de service peut être élargie à la mise en œuvre par le concessionnaire, de programmes ou d'actions faisant éventuellement l'objet de conventions particulières avec l'autorité concédante, visant à promouvoir des équipements conduisant à des économies de l'énergie distribuée. En tout état de

cause, il lui appartient de faire valoir à ses clients l'intérêt des solutions conduisant à une utilisation rationnelle du gaz.

28.5 - Information des usagers

Le concessionnaire facilite l'accès des usagers aux interlocuteurs adéquates de ses services et notamment par la diffusion du règlement de service (ou du document équivalent).

Le concessionnaire doit informer les usagers sur la nécessité de concevoir des installations intérieures compatibles avec le gaz naturel.

Pour l'exécution de travaux, le concessionnaire se réfère à l'article 11 de ce présent cahier des charges.

Il s'engage à participer, à l'invitation de l'autorité concédante, à toute réunion se rapportant au service public de distribution de gaz.

Il s'engage également à tenir à disposition des usagers dans ses points d'accueil :

- des informations concernant les tarifs de vente,
- des pictogrammes de la sécurité dans l'utilisation du gaz,
- les horaires d'ouverture du service,
- les informations précises sur la facturation et notamment l'explication du mode d'estimation de la consommation et des éléments de la facturation,
- Les caractéristiques du gaz, la valeur du coefficient de conversion et de son mode de calcul (résultant de trois éléments : pouvoir calorifique supérieur, température et pression).

Le concessionnaire apporte toutes informations aux organismes gestionnaires de logements et aux associations de consommateurs, qui lui en font la demande, sur les questions relatives à la sécurité et à la bonne utilisation du matériel fonctionnant au gaz.

Lors de la mise en service d'installations nouvelles, le concessionnaire s'engage à remettre systématiquement aux usagers une information liée à la sécurité.

D'une façon générale, l'autorité concédante sera informée préalablement de toute action de communication engagée, en matière de sécurité, par le concessionnaire à destination de tout ou partie des usagers.

Les propriétaires de poste de détente, en leur qualité d'usagers spécifiques sont destinataires d'une information qui intègre le fonctionnement de postes de détente et les obligations de maintenance qui leur incombent.

28.6 - Accueil et interventions

Le concessionnaire adapte son accueil aux besoins des usagers.

Il s'efforce de minimiser le délai d'obtention des rendez-vous, et de diminuer la durée de la plage horaire proposée.

Le concessionnaire tient des engagements en terme de délai de services.

Mise à part des souhaits différents de la part des usagers, ces engagements portent sur les diverses prestations.

Le concessionnaire veille à l'organisation de ses services de façon à tenir ses engagements. En cas de défaillance, une pénalité sera versée à l'utilisateur telle que définie à l'article 43.1.

28.7 - Formation

Le concessionnaire apporte son concours à des actions ponctuelles de formation, à la demande des organismes professionnels concernés portant sur tout sujet relatif à la distribution publique de gaz.

Pour toute desserte d'une nouvelle commune, cette information est organisée avec les élus.

Le concessionnaire délivre aux communes une information dans le domaine de la sécurité et dans celui de la gestion des installations.

Le concessionnaire désigne un représentant pour participer en tant que de besoin, à titre consultatif, à la demande des communes de la concession, aux travaux des commissions communales ou intercommunales de sécurité.

Article 29 - Solidarité

Le gaz constitue un bien dont les usages ont une importance fondamentale pour les usagers desservis par cette énergie.

Le concessionnaire devra respecter les dispositions législatives concernant les missions de service public définies en matière de solidarité.

Le concessionnaire organise ses services afin d'éviter la rupture de fourniture pour les usagers en difficulté de paiement.

Il développe ses relations de proximité, de négociation et de partenariat.

Parallèlement, le concessionnaire, en concertation avec l'autorité concédante développe des actions préventives de nature à parer aux difficultés financières rencontrées par les usagers et provoquées par une consommation anormale de l'énergie, compte tenu des caractéristiques de leur logement et de l'appréciation de leurs besoins.

Ces actions prennent la forme notamment de bilans réalisés auprès des personnes en difficulté, visant une meilleure gestion de leur consommation.

Article 30 - Registre des réclamations

Le concessionnaire tiendra à jour un registre des réclamations des usagers. Il le tiendra à disposition de l'autorité concédante.

Article 31 - Changement de nature de gaz

Lors du changement de nature de gaz distribué, le concessionnaire accompagnera les usagers :

- en délivrant une information préalable 12 mois minimum avant l'échéance,
- en informant sur les modalités du changement, d'un point de vue technique et financier,
- en dénonçant les contrats en cours au moins 6 mois avant l'échéance et en proposant de nouveaux contrats de fourniture et/ou d'acheminement du nouveau gaz combustible distribué.

Titre 4 - Régime financier de la concession

Chapitre 8 - Dispositions relatives au régime financier

Article 32 - Amortissement - Durée de vie des ouvrages

Les durées d'amortissement sont basées sur la durée de vie des ouvrages dans la limite de la durée du contrat comme suit :

- réseaux :ans,
- poste de détente : ans,
- ouvrages de sectionnement : ans,
- protections cathodiques : ans,
- branchements et autres ouvrages : ans,
- comptage : ans.

Article 33 - Financement du programme des travaux

33.1 - Travaux de premier établissement

Les installations prévues pour la desserte de la commune de la présente concession, ainsi que leurs extensions, densifications et leur renouvellement sont réalisés et financés par le concessionnaire sauf compensation éventuelle des charges de service public à convenir et à négocier entre les parties.

Le concessionnaire s'engage à accepter en exploitation les réseaux et branchements réalisés par l'autorité concédante, les communes ou des aménageurs, avant la date de signature du contrat de concession. La totalité des frais déboursés par l'autorité concédante ou les communes, ainsi que les dépenses de personnel imputables aux opérations en question seront remboursés par le concessionnaire.

33.2 - Travaux d'extensions

a) Critère de rentabilité

Le critère se différencie selon le type de gaz desservi.

Les modalités de calcul de ce critère de rentabilité sont définies à l'annexe 6.

b) Financement des extensions

Le concessionnaire est tenu de réaliser à ses frais une extension dès lors que la valeur seuil du critère est atteinte. La détermination de cette rentabilité est reprise à l'annexe 6 du présent cahier des charges.

Lorsque le seuil n'est pas atteint, une participation peut être demandée selon les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. L'annexe 6 rappelle les principes réglementaires et les données utilisées pour les calculs du ratio « B/I » (hypothèses de consommation, de charges pour l'exploitation...).

Ces modalités de financement seront définies par accord entre le concessionnaire et l'utilisateur ou la collectivité et transmises pour information à l'autorité concédante. Un remboursement total ou partiel par le concessionnaire des sommes engagées par l'utilisateur ou la collectivité sera prévu chaque fois que le critère de rentabilité constaté de l'opération atteindra ou dépassera la valeur seuil définie entre les parties, dans un délai fixé dans le cadre de l'accord.

33.3 - Autres travaux

La densification, le renouvellement et le renforcement seront à la charge du concessionnaire (lignes de détente, réseau, compteurs, stockage...).

33.4 - Changement de nature de gaz

Les conditions de changement de nature de gaz sont étudiées comme précisé à l'article 19 et définies à l'annexe 7.

Article 34 - Redevances

Le concessionnaire s'acquittera :

- De la redevance de concession ;
- De la redevance d'occupation du domaine public aux collectivités concernées ; si elle n'est pas destinataire de ces redevances, l'autorité concédante sera informée annuellement des sommes versées ;

34.1 - Redevance de concession

Les modalités de calcul et de règlement sont définies pour chaque année considérée, de la manière suivante :

- Avant le 30 avril de l'année au titre de laquelle la redevance est due, l'autorité concédante indique au concessionnaire le nombre d'habitants au 31 décembre de l'année précédente.
- La redevance fait l'objet d'un état détaillé adressé par le concessionnaire à l'autorité concédante avant le 30 juin de l'année au titre de laquelle elle est due. Elle est versée par le concessionnaire avant le 31 juillet de ladite année. En cas de retard de paiement uniquement imputable au concessionnaire, il pourra être appliqué des intérêts de retard selon les dispositions de l'article 1153 du code civil.

Pour la détermination du montant de la redevance à verser au titre de l'année calendaire au cours de laquelle le contrat est devenu exécutoire et de son année d'expiration, le calcul s'effectue prorata temporis à partir de la date à laquelle le contrat devient exécutoire.

Les délais ci-dessus seront adaptés en tant que de besoin pour l'année de signature du contrat.

La redevance a pour objet de financer les frais supportés par l'autorité concédante en vue de lui permettre d'exercer ses compétences dans les domaines suivants :

- contrôle de la concession,
- conciliation en cas de litiges entre les usagers et le concessionnaire,
- facilitation de la coordination des travaux du concessionnaire avec ceux de la voirie et des autres réseaux,
- part des frais de structure de l'autorité concédante qui se rapporte à la distribution de gaz,
- maîtrise de la demande en gaz, réduction des émissions de gaz à effet de serre, conseil en énergie, ...

La redevance de concession fait l'objet d'un état détaillé adressé par l'autorité concédante au Concessionnaire avant le 31 mai de l'année « n » au titre de laquelle elle est due, sous réserve de la publication de l'index « Ing ».

Elle est versée par le Concessionnaire avant le 30 juin de ladite année. Toutefois, tout retard dans l'envoi, par l'autorité concédante, de l'état ci-dessus mentionné entraînera un report proportionnel du délai de paiement par le Concessionnaire.

La redevance à verser au titre de l'année au cours de laquelle le contrat est devenu exécutoire, est calculée au prorata du nombre de jours restants entre la date de signature du présent contrat et la fin de l'année. Toutefois, celle-ci ne pourra être inférieure à mille euros (1.000 €).

La redevance de concession pour l'année au cours de laquelle le contrat arrive à expiration est calculée au *pro rata* du nombre de jours d'exécution du contrat.

Modalités de calcul et de règlement de la redevance de concession

La redevance de concession est calculée par application de la formule suivante :

$$R_n = [(0,002 \times K) + (1 \times L) + (10 \times A)] \times (0,15 + 0,85 \times \text{Ing}/\text{Ing } o)$$

où :

- ↳ « R » est le montant, en euro, de la redevance de concession du réseau public de gaz.
- ↳ « n » est l'année calendaire de calcul et de versement de la redevance de concession.
- ↳ « K » est le nombre de kWh de gaz ayant transité dans le réseau intercommunal de distribution de gaz, au cours de l'année n-1.
- ↳ « L » est la longueur, en mètre, du réseau intercommunal de distribution de gaz délégué, au 31 décembre de l'année n-1.
- ↳ « A » est le nombre d'abonnés raccordés au réseau intercommunal de distribution de gaz sur le territoire objet de la concession, au 31 décembre de l'année n-1. Ce terme est indépendant du type de contrat que détient l'abonné et de son mode de desserte.
- ↳ « Ing » est la valeur de l'index ingénierie du mois de septembre de l'année n-1.
- ↳ « Ing o » est la valeur de l'index ingénierie du mois de septembre 2012.
- ↳ La longueur « L » est déterminée à partir de la cartographie informatisée, fournie par le concessionnaire à l'autorité concédante

34.2 - Redevance pour occupation du domaine public

Le concessionnaire est tenu de s'acquitter auprès de la commune de la concession ou auprès de l'autorité concédante si les communes l'autorisent, des redevances dues en raison de l'occupation du domaine public par le réseau concédé.

Article 35 - Tarification

35.1 - Principes généraux

Le concessionnaire veillera au respect des dispositions législative et réglementaire en vigueur notamment prévues par l'article 7 de la loi n°2003-8 du 3 janvier 2003 ainsi que par les lois du 9 août 2004 et 7 décembre 2006.

Le concessionnaire veillera pour le recouvrement à l'application des principes de service public et notamment d'égalité de traitement entre les usagers.

Il établira une facturation dont la fréquence sera adaptée au niveau de consommation.

Le concessionnaire se rémunère auprès des usagers du service ou des fournisseurs pour les produits et services fournis.

Les tarifs répondent aux principes suivants :

- Egalité de traitement : les usagers placés dans des conditions identiques devront bénéficier, pour des prestations ayant les mêmes caractéristiques des mêmes options et opportunités tarifaires.
- Transparence : les barèmes de prix sont portés à la connaissance de l'autorité concédante lors de chaque changement tarifaire.
- Publicité des prix.

Les barèmes de tarifs d'utilisation des réseaux sont précisés à l'annexe 4.

35.2 - Prestations payantes

Sont comprises dans le tarif de vente défini au paragraphe précédent, les prestations gratuites énumérées à l'article 28-4.

Pour les autres prestations les prix sont définis selon les barèmes mentionnés à l'annexe 4.

Pour toute prestation non répertoriée explicitement, le tarif appliqué sera celui dont la prestation s'en rapproche le plus.

L'autorité concédante pourra exiger du concessionnaire tous les justificatifs comptables lui permettant de vérifier l'adéquation entre les prix pratiqués et leur coût de revient. Au delà d'un écart de 15 % ou en cas de refus de transmission de justification, l'autorité concédante proposera une nouvelle tarification qui sera réputée acceptée par le concessionnaire s'il n'apporte pas d'éléments comptables et financiers précis dans les trois mois.

Article 36 - Révision des tarifs

a) Tarifs d'utilisation des réseaux

La variation et la révision des tarifs sont conformes aux dispositions légales et réglementaires.

Les tarifs seront révisés selon une fréquence précisée à l'annexe 4.

Les modalités de révision des tarifs sont précisées à l'annexe 4.

En cas de modification des prix, les nouveaux prix seront applicables aux consommations relevées postérieurement à la date d'effet de ceux-ci ; si cette modification intervient entre deux relevés successifs de compteurs, le concessionnaire décomptera ces consommations prorata temporis et déterminera forfaitairement, par ce procédé, la quantité afférente à la période antérieure à la fixation de la nouvelle valeur des prix et la quantité afférente à la période postérieure.

Sauf accord du client, la suppression d'un tarif n'a pas d'effet sur les contrats en cours ; mais l'application du tarif supprimé ne peut plus être exigée par de nouveaux clients, ni lors d'un renouvellement ni lors d'une modification du contrat.

b) Prestations

La fréquence, les modalités de révision dont l'indexation des prix des prestations sont définis à l'annexe 4 du présent cahier des charges.

Chapitre 9 - Dispositions relatives au régime fiscal

Article 37 - Taxes et impôts

Le concessionnaire s'acquittera de toutes les contributions qui sont ou seront mises à sa charge, de telle sorte que l'autorité concédante ne soit jamais inquiétée à ce sujet.

Sont à la charge du concessionnaire, tous les impôts liés à l'existence des ouvrages de la concession. Dans le cas où l'autorité concédante, ou l'une des collectivités adhérentes, serait imposée à ce titre (par exemple pour l'impôt foncier relatif à un poste de détente), le concessionnaire assumerait la charge correspondante sur simple demande de l'autorité concédante.

Les impôts et taxes de toute nature, actuellement exigibles ou institués ultérieurement seront appliqués par le concessionnaire selon les dispositions législatives prévues.

Article 38 - Transfert de TVA

Conformément aux articles 216 bis à 216 quater de l'annexe II du Code général des impôts, l'autorité concédante transférera au concessionnaire le droit de la déduction de la TVA ayant grevé les investissements financés par l'autorité concédante et compris dans la concession.

Les sommes ainsi imputées par le concessionnaire ou reversées par le Trésor public sont propriété de l'autorité concédante qui en conserve la libre disposition, sans affectation préalable au profit du service concédé.

Le traitement par le concessionnaire des attestations de TVA se fait dans les formes et conditions suivantes :

- l'attestation de TVA émise par l'autorité concédante est envoyée au concessionnaire ;
- le concessionnaire accuse réception, par retour du courrier, de l'attestation par une lettre à l'autorité concédante, la date de cette lettre étant considérée comme le point de départ du délai de traitement par le concessionnaire de l'attestation. Ce délai est fixé à 30 jours maximum ;
- à l'issue de ce délai maximum, le concessionnaire fait jouer le droit à récupération auprès du Trésor public selon la modalité retenue :
 - soit l'imputation du montant de cette TVA sur sa propre déclaration,
 - soit le remboursement du montant de cette TVA auprès du Trésor public.

Le concessionnaire avise par écrit l'autorité concédante de la date à laquelle il a récupéré le montant de la TVA (par imputation ou par remboursement). Il fait parvenir, dans le délai d'un mois maximum, le montant ainsi récupéré par chèque au trésorier de l'autorité concédante.

Toute somme non versée dans ce délai d'un mois entendu en jours calendaires ouvrira droit à des intérêts au taux légal au profit de l'autorité concédante.

Enfin, dans les cas où :

- la TVA récupérée ferait ultérieurement l'objet d'un redressement de la part du service des impôts,
- la TVA, objet de l'attestation transmise par l'autorité concédante, ne serait pas reversée par le service des impôts au concessionnaire, pour quelque cause que ce soit, alors que l'autorité concédante aurait déjà émis le titre de recette à l'encontre du concessionnaire,
- la TVA récupérée concernerait les dépenses d'investissement du service sur les 10 années précédant la fin du contrat (dans ce cas, à reverser à l'Etat au prorata des années),

l'autorité concédante s'engage à rembourser au concessionnaire les sommes, objet des redressements, des non remboursements ou des reversements, majorées éventuellement des pénalités légales, avant la fin du troisième mois suivant la date d'échéance du redressement ou du refus notifié du service des impôts de rembourser, ou d'expiration du contrat pour le troisième cas visé ci-dessus.

Toute somme non versée à cette date portera intérêt au taux légal au profit du concessionnaire.

Titre 5 - Contrôle de la concession

Article 39 - Définition du contrôle

L'autorité concédante assurera le contrôle des conditions juridiques, techniques et financières de la concession et elle mettra notamment en œuvre :

- Le contrôle de l'égalité de traitement des usagers devant le service public ;
- Le contrôle des caractéristiques physico-chimiques du gaz distribué (odorisation, pression, pouvoir calorifique) ;
- Le contrôle du respect par le concessionnaire des dispositions du cahier des charges et de ses annexes ;
- Le contrôle de l'application des spécifications techniques fixant les conditions de pose des canalisations et leur mise à jour périodique permettant la prise en compte de l'évolution des techniques gazières ;
- Le suivi, en liaison avec le concessionnaire, des programmes de travaux de canalisations gaz à réaliser dans les communes du territoire syndical ;
- Le suivi et le contrôle des études de rentabilité demandées au concessionnaire ;
- Le contrôle de la coordination des travaux de canalisations de distribution de gaz avec les travaux des gestionnaires de voirie ;
- La conciliation dans les différends éventuels entre les usagers et le concessionnaire, ainsi que ceux s'élevant entre le concessionnaire et les fournisseurs quant à l'interprétation du présent cahier des charges et de ses annexes.

Article 40 - Agents chargés du contrôle

Les agents chargés par l'autorité concédante du contrôle du service concédé peuvent à tout moment procéder à toutes vérifications utiles pour l'exercice de leurs fonctions et, en particulier, effectuer des essais et mesures et prendre connaissance sur place ou copie – papier ou informatique - de tous documents techniques et comptables ainsi que des procédures mises en place par le concessionnaire. En cas d'accès à des données confidentielles, le concessionnaire peut leur demander un engagement écrit de confidentialité.

Ils doivent pouvoir accéder en présence du concessionnaire, aux appareils de mesure des pressions. Ils doivent avoir la traçabilité des informations transmises, notamment celles relatives à l'odorisation et aux mesures du pouvoir calorifique supérieur (PCS) et des pressions. Cette mission de contrôle est assurée selon les dispositions légales en vigueur.

Le concessionnaire communique à l'autorité concédante les données afférentes aux résultats obtenus par le service public, sous réserve que l'autorité concédante prenne toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et leur confidentialité selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article 41 - Compte rendu annuel

Le compte-rendu annuel fait l'objet d'un rapport écrit et pédagogique. Il est fourni sur papier et sur support informatique. Il est transmis à l'autorité concédante avant de lui être présenté oralement par le concessionnaire.

41.1 - Définition du compte rendu

Chaque année avant le 1^{er} juin, le concessionnaire présente à l'autorité concédante, un compte rendu d'activité pour l'année écoulée faisant apparaître les éléments suivants :

- 1) un rapport d'exploitation portant sur :
 - la présentation du compte d'exploitation à la maille de la concession ;
 - les activités de distribution : nombre de nouveaux clients, consommations de gaz par catégorie de tarifs, recettes d'utilisation du réseau correspondantes, mesure du service rendu ;
 - les activités techniques : évolution des ouvrages, mises en conformité ;
 - la liste et la description des incidents et éventuellement des accidents survenus ;
 - l'évolution de l'organisation du service comprenant notamment l'organigramme et la liste du personnel affecté à la concession ;
 - les actions envisagées en matière de sécurité et notamment les mesures destinées à éviter le renouvellement des incidents ou accidents constatés.
- 2) un rapport sur la qualité du service incluant les indicateurs de qualité du produit et ceux des services rendus à la clientèle définis.

Seront annexées à ce rapport l'inventaire technique et financier des ouvrages prévu à l'article 5, les données comptables, techniques et clientèles, à jour à la date du 31 décembre de l'année N-1, sur support papier et sur support informatique, telles que définies ci-dessous :

41.2 - L'inventaire technique et financier des ouvrages

L'inventaire technique et financier des ouvrages comprenant par ouvrage : la commune, le code INSEE, le numéro du chantier, le type d'ouvrage, les caractéristiques techniques (section, matériaux, pression,...), les quantités, la date de mise en service, la date de fin de vie théorique de l'ouvrage, la valeur brute de l'ouvrage, le(s) financement(s) de l'ouvrage (concessionnaire, autorité concédante, provisions pour renouvellement, remises gratuites, participation de tiers), l'amortissement de dépréciation (cumul et dotation de l'année N), la date prévisionnelle de renouvellement, la valeur de remplacement, l'amortissement de caducité (cumul et dotation de l'année N), les provisions pour renouvellement (cumul et dotation de l'année N).

Cet inventaire sera transmis sous un format informatique convenu avec l'autorité concédante. Il sera accompagné d'une note décrivant le mode et les paramètres de calcul des valeurs de remplacement, des amortissements de caducité et des provisions pour renouvellement.

41.3 - Données comptables :

- Le compte d'exploitation à la maille de la concession comprenant les recettes et les charges selon le même le détail et la même ventilation qu'au paragraphe précédent.
- La liste des ouvrages sortis de l'inventaire au cours de l'année N-1 comprenant par ouvrage : la commune, le code INSEE, le numéro du chantier, le type d'ouvrage, les caractéristiques techniques (section, matériaux, pression,...), les quantités, la date de mise en service, la date de fin de vie de l'ouvrage, la valeur brute de l'ouvrage, le(s) financement(s) de l'ouvrage, l'amortissement de dépréciation, la valeur de remplacement, l'amortissement de caducité, les provisions constituées (en cumul et en dotation annuelle).
- Les évolutions de l'inventaire comptable sur l'année (en valeur et en volume).
- Le compte droit du concédant et ses sous-comptes (valeur des biens en remise gratuite, dépréciation constituée pour les remises gratuites, caducité constituée, dépréciation constituée sur biens financés par le concessionnaire, provisions utilisées, total droit du concédant).
- Un état des participations de tiers, des remises gratuites, des subventions.

41.4 - Données techniques :

1) Patrimoine

- L'inventaire physique.

Pour chacun des éléments suivants, les renseignements seront donnés par commune et pour l'ensemble de la concession.

Pour les réseaux : Longueur des réseaux en fonction des critères suivants : par type de pression, par type de gaz, par type de matériau, par diamètre et par année de pose.

Un état du mouvement : longueurs de réseaux supprimés ou mis en service durant l'année écoulée.

Pour les branchements : Nombre de branchements par type de gaz, par type de matériaux, par type d'organe de déclenchement et avec la localisation de la vanne d'arrêt.

Un état du mouvement : branchements supprimés ou mis en service durant l'année écoulée.

Pour les postes de détente : leur localisation, le statut juridique des terrains d'implantation, le détail du poste débit, les pressions d'utilisation, le nombre de lignes de détente, les appareils de contrôle des pressions...

Un état du mouvement : postes de détentes modifiés ou mis en service durant l'année écoulée.

Pour les protections cathodiques : leur localisation, le type de protection, les longueurs de conduite protégées par ouvrage.

Un état du mouvement : protections cathodiques modifiées ou mises en service durant l'année écoulée.

Pour les comptages : le fichier des comptages précisant les quantités par catégorie.

Un état du mouvement des dispositifs de comptage durant l'année écoulée.

Le nombre de demandes de vérifications, la charge financière supportée par l'utilisateur, le montant des redressements pratiqués.

- L'inventaire physique est complété par un repérage géographique des ouvrages (schéma d'exploitation des ouvrages) et par deux jeux de plan des réseaux par commune sur lesquels sont indiqués le type de pression, le type de gaz, le type de matériau, le diamètre et l'année de pose des réseaux ainsi que le positionnement des autres ouvrages.
- Les conventions de servitude conclues entre le concessionnaire et les tiers, les communes, les particuliers.
- Un bilan des immeubles mis à disposition du concessionnaire.
- Un suivi des opérations d'abandon des ouvrages et des opérations de déclassement, permettant de connaître leur situation géographique, juridique et comptable.

Pour chacun des ouvrages, sa qualification sera précisée (bien de retour, de reprise, propre).

2) Travaux

a) Travaux de l'année n-1

- L'état des ouvrages mis en service comprendra, par ouvrage : la commune, le code INSEE, le numéro d'affaire du chantier, le types d'ouvrages, les caractéristiques techniques (section, matériaux, pression, ...), les quantités, les longueurs prévues, la localisation, les dépenses associées ainsi que les participations financières pour les travaux suivants :
 - premier établissement,
 - extension,
 - renforcement,
 - renouvellement.
- Un bilan des travaux réalisés de maintenance du réseau concédé en spécifiant les interventions liées à l'entretien préventif (interventions prévues), à l'entretien curatif (dépannage et réparation).
- Un état récapitulatif des études de rentabilité réalisées pour les extensions.
- Un état comprenant les mesures réalisées et destinées à la protection de l'environnement.

b) Prévision de travaux

- La programmation du concessionnaire pour assurer le programme de desserte des trois années à venir.
- La programmation des travaux de renouvellement à 3 ans.
- Le programme de maintenance des ouvrages à 2 ans.

Toute programmation comprendra, par commune : les types de travaux, les types d'ouvrages, les quantités d'ouvrages, les longueurs prévues, la localisation, les participations financières de tiers éventuellement prévues et le coût estimé.

3) L'énergie

- Les quantités d'énergie qui ont transité sur les réseaux en volume (KWh) par commune et suivant le type de gaz.
- Les quantités livrées dans le cas de stockage ou achetées au réseau de transport de gaz naturel.

4) La qualité de fourniture

- Bilan du contrôle des pressions par point d'enregistrement.

- Traçabilité des mesures faites pour déterminer la valeur du PCS et procès verbal d'étalonnage des appareils.
- Traçabilité des mesures faites pour contrôler l'odorisation du gaz et procès verbal d'étalonnage des appareils.

5) La sécurité

- Les incidents survenus sur le réseau de distribution publique.
- Le fichier des incidents et l'analyse par siège, cause, nature, type de matériau, ainsi que les moyens mis en œuvre pour résorber les incidents.
- Le fichier complet des appels de tiers et de leur suivi.
- Le bilan de l'action de détection systématique des fuites de gaz.
- Les moyens d'actions préventives développées sur la concession.
- Les moyens d'actions correctives développées sur la concession.
- Le résultat des contrôles effectués sur les protections cathodiques.

41.5 - Données clientèles

- La description de l'accueil du public :
 - Téléphonique : numéros mis à disposition du public (urgences, renseignements techniques, facturation), plages horaires.
 - Physique : nombre, localisation, horaires d'ouverture, détail des prestations assurées (information, paiement...).
- Un état des mesures adoptées dans le cadre de l'action en faveur des usagers en difficulté.
- Nombre de coupures réalisées et les causes ;
- Les mesures prises pour informer la clientèle : actions spécifiques, les thèmes abordés, les brochures diffusées.
- Le bilan des services rendus durant l'année écoulée : services payants et services gratuits (nombre, nature, résultats, délais de réalisation, les recettes).
- Un bilan précis de la relève : compteurs en service, nombre de relèves programmées, nombre de relèves fructueuses effectuées, nombre de relèves fournies par les usagers.

- Liste des réclamations (cf article 30 du présent cahier des charges).
- Mesure de la satisfaction (enquêtes).
- Un bilan précis de la facturation : nombre de factures éditées, taux de paiement, nombre de relances.
- Le montant global des dédommagements des usagers relatifs aux sinistres et accidents.

Article 42 - Opérations de contrôle

Dans le cadre de ses opérations de contrôle, l'autorité concédante :

- reçoit le compte rendu tel que défini à l'article 41 ;
- a la possibilité de se rendre dans les locaux du concessionnaire pour réaliser un audit et consulter les documents, autant de fois que nécessaire et au moins une fois par an, en vue de contrôler notamment la fiabilité des informations transmises ;
- peut demander transmission de documents complémentaires au compte rendu défini à l'article 41.

L'autorité concédante a notamment accès aux documents, résultats, analyses et procédures mentionnés dans le cahier des charges techniques de l'arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations : RSDG 13.1, RSDG 13.2, RSDG 14.

Le concessionnaire et l'autorité concédante établissent en accord un planning pour le déroulement de cet audit.

Par ailleurs, l'autorité concédante vérifiera l'existence et la pertinence d'un plan de gestion des crises. Elle pourra en exiger du concessionnaire une simulation en grandeur réelle.

Titre 6 - Modification du contrat, pénalités, règlements des litiges, fin de la concession, dispositions diverses

Article 43 - Sanctions

43.1 - Pénalités

Faute par le concessionnaire de remplir les obligations fixées au présent contrat, des pénalités peuvent lui être appliquées par l'autorité concédante sauf en cas de force majeure ou de circonstance assimilées (ex. état de catastrophe naturelle constatée par l'autorité publique) ainsi qu'en cas d'incident non imputable au concessionnaire.

Les pénalités sont réclamées au concessionnaire, après mise en demeure, à titre de sanction aux manquements à ses obligations, dans les cas suivants :

P1 : en cas de retard dans la mise en œuvre des travaux de 1^{ère} desserte, dont la programmation est définie à l'article du présent cahier des charges : 500 euros par mois de retard courant à partir de la mise en gaz prévisionnelle.

P2 : en cas de retard dans l'application du principe établi à l'annexe 7 pour le changement de nature de gaz : 500 euros par mois de retard. Le délai court 1 an après l'étude prévue à l'article 33.4 et dont le résultat permet la décision du changement de nature du gaz.

P3 : en cas de non-production d'un des documents stipulés au présent cahier des charges et après mise en demeure par l'autorité concédante par lettre recommandée avec avis de réception restée sans suite pendant quinze jours : 10 euros par jour calendrier de retard.

P4 : en cas d'interruption fautive de la distribution : 50 euros par heure d'interruption.

P5 : défaut de la qualité de fourniture :

- au cas où la pression contractuelle en un point de livraison serait en dehors des limites mentionnées à l'article 23.2, le concessionnaire se verrait appliquer une pénalité de 2 euros par tranche de 0,5 mbar et par jour jusqu'à concurrence de 2 mbar, multipliés par le nombre d'usagers concernés chaque jour. Au-delà de 2 mbar, le taux de la pénalité est doublé.
- En cas d'odorisation insuffisante, la pénalité journalière est fixée à 50 euros,
- Au cas où le PCS, résultant de la moyenne d'au moins quatre mesures, différerait de la valeur fixée à l'article 23.3, la pénalité mensuelle sera de 1 euro par tranche de 1 % d'écart, multiplié par le nombre de clients concernés. Si une infraction de même nature était relevée au cours du mois suivant, la deuxième pénalité serait doublée.

P6 : en cas de mauvaise application de la tarification aux usagers, et indépendamment du remboursement de l'utilisateur, une pénalité sera égale à 50% hors taxes de la somme reversée à l'utilisateur.

P7 : si le concessionnaire ne respecte pas l'un des engagements de services prévus à l'article 28.6, il verse à l'utilisateur concerné une contrepartie financière de 25 euros, sans que puissent être invoquées de conditions dérogatoires telles que grèves, congés d'agents, dysfonctionnements temporaires divers, etc.

Les pénalités sont payées par le concessionnaire dans un délai de quinze jours à compter de la réception du titre de recettes correspondant. En cas de retard de paiement, leur montant est majoré de l'intérêt au taux légal en vigueur augmenté de deux points.

Le paiement des pénalités n'exonère pas le concessionnaire de son éventuelle responsabilité civile ou pénale vis-à-vis des abonnés et des tiers.

Tout délai pourra être levé sur décision de l'autorité concédante faisant suite à la réception d'un courrier motivé du concessionnaire justifiant les faits.

43.2 - Dommages et intérêts

Si le concessionnaire faisait supporter aux clients des prix du gaz, de fournitures, de travaux ou de services supérieurs à ceux qui sont fixés ou limités en application du présent cahier des charges, l'autorité concédante pourrait agir en dommages et intérêts contre le concessionnaire, sans préjudice du droit des usagers lésés d'obtenir, par les recours de droit commun, la réparation du préjudice qu'ils auraient personnellement subi.

43.3 - Mesures coercitives

En cas de faute grave du concessionnaire, et notamment si la sécurité publique vient à être compromise ou si le service n'est exécuté que partiellement, l'autorité concédante peut prendre toutes les mesures nécessaires aux frais et risques du concessionnaire et notamment décider la mise sous séquestre du service.

Cette mise sous séquestre est précédée d'une mise en demeure, sauf le cas d'urgence impérieuse, et ne donne lieu au versement d'aucune indemnité.

Article 44 - Règlement des litiges

Les contestations relatives au présent contrat qui s'élèvent entre le concessionnaire et l'autorité concédante sont soumises au Tribunal Administratif compétent.

Préalablement à toute instance contentieuse, les contestations pourront être portées par la partie la plus diligente devant le préfet qui s'efforcera de concilier les parties.

Article 45 - Cession de la concession

Le concessionnaire est tenu d'assurer personnellement la gestion du service concédé.

La cession totale ou partielle du présent contrat, même à une filiale de la société, est soumise à l'accord préalable de l'autorité concédante portant à la fois sur les conditions de la cession et la qualité du cessionnaire.

Toute cession du contrat, tout changement dans l'actionnariat et le contrôle du concessionnaire de nature à remettre en question le caractère *intuitu personae* de la délégation consentie par l'autorité concédante, ouvre droit à celle-ci :

- d'obtenir communication préalable de toutes les informations nécessaires sur les garanties techniques, financières et professionnelles du repreneur ;
- de décider la fin anticipée du présent contrat si elle considère que les garanties précitées sont insuffisantes, sans ouvrir droit à indemnité pour le concessionnaire ;
- de modifier le présent contrat pour l'adapter aux nouvelles conditions d'exploitation.

Article 46 - Fin de la concession

46.1 - Fin normale de la concession

La décision de renouvellement de la concession devra intervenir deux ans au moins avant la date de l'expiration du présent contrat. Elle interviendra dans le cadre des dispositions de la procédure de délégation de service public, reprise aux articles L1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

Au terme du présent contrat le réseau concédé devra être en état normal de service. Tous les ouvrages réalisés par le concessionnaire seront remis gratuitement à l'autorité concédante.

Trois ans au moins avant le terme du présent contrat et si le service doit être poursuivi, les parties se rapprocheront afin d'établir un état des lieux et un état descriptif des travaux d'entretien ou de renouvellement restant à réaliser par le concessionnaire selon un échéancier à convenir et, en tout état de cause, avant le terme du contrat.

Si l'autorité concédante et le concessionnaire ne parviennent pas à établir à l'amiable l'un ou l'autre de ces documents, il sera fait appel à un expert désigné par le président du tribunal administratif compétent, saisi à la requête de la partie la plus diligente. Il appartiendra alors au concessionnaire de réaliser les travaux prescrits dans le cadre de cette procédure.

Faute pour le concessionnaire d'y avoir pourvu avant l'expiration du présent contrat, l'autorité concédante est en droit, après mise en demeure, de réaliser ces travaux aux frais du concessionnaire qui devra s'acquitter du montant des sommes dues, dans un délai maximum de 3 mois après réception des mémoires dûment acquittés par l'autorité concédante.

Par ailleurs, les provisions pour renouvellement qui resteraient non utilisées à l'expiration du présent contrat seront remises à l'autorité concédante.

46.2 - Fin anticipée de la concession

L'autorité concédante peut, soit si elle estime que le maintien du service ne présente plus d'intérêt par suite de circonstances économiques ou techniques de caractère permanent, notamment du fait de la possibilité de raccorder les installations de la concession à un réseau de gaz naturel, soit parce qu'elle juge préférable d'organiser un service nouveau tenant compte des progrès de la science, mettre fin à la concession avant la date normale d'expiration sous réserve d'un préavis de deux ans adressé au concessionnaire.

En cas de fin anticipée de la concession :

- le concessionnaire reçoit de l'autorité concédante une indemnité égale à la valeur nette comptable des ouvrages concédés financés par le concessionnaire (non réévaluée).
De plus, la compensation du préjudice commercial sera calculée en fonction du chiffre d'affaires réalisé par le concessionnaire durant les douze derniers mois de son activité selon la formule suivante : $3 \% \times (\text{CA année } n-1 \times \text{nombre d'années restant à courir})$. Ces deux indemnités, couvrant l'intégralité des indemnités liées à la rupture du contrat, sont versées au concessionnaire dans les six mois qui suivent la fin anticipée de la concession.
- l'autorité concédante se réserve le droit de reprendre en totalité ou pour telle partie qu'elle jugerait convenable, mais sans pouvoir y être contrainte, le mobilier, les applications informatiques de gestion des clients et de gestion du patrimoine et les approvisionnements affectés au service concédé. La valeur des biens repris est fixée à l'amiable ou, à défaut, à dire d'expert et payée au concessionnaire au moment de la prise de possession. Lorsqu'il sera fait appel à un expert, celui-ci sera désigné par le Président du Tribunal Administratif compétent, saisi à la requête de la partie la plus diligente.

Tout retard dans le versement des sommes dues donne lieu de plein droit, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, à une pénalité calculée, par jour calendaire de retard, par référence au taux d'intérêt légal en vigueur (TIL) augmenté de 3 points.

46.3 - Déchéance

En cas de faute du concessionnaire d'une particulière gravité, l'autorité concédante peut prononcer elle-même la résiliation du présent contrat, sans indemnité due au concessionnaire, notamment dans les cas suivants :

- la distribution du gaz est interrompue pendant une période prolongée ;
- fuites sur le réseau ;
- le concessionnaire cède le présent contrat à un tiers sans l'autorisation prévue par l'article 48.

La déchéance est précédée d'une mise en demeure adressée au concessionnaire, et restée sans effet dans le délai imparti par l'autorité concédante.

Article 47 - Élection de domicile

Le concessionnaire fait élection de domicile à .

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification à lui adresser est faite au secrétariat de l'autorité organisatrice :

SIED 70 – 20, avenue des Rives du Lac – 70000 Vaivre-Et-Montoille.

Article 48 - Vie du contrat

Le contrat de concession pourra évoluer en fonction des adaptations nécessaires au service public de distribution du gaz.

Toute modification substantielle et définitive est prise par avenant signé des deux parties.

Les modifications ponctuelles, n'entraînant pas de modification de l'économie générale du contrat, un ordre de service pourra être utilisé.

Article 49 - Liste des annexes

Les annexes jointes au présent cahier des charges et dont on trouvera ci-après la liste, ont la même portée que celui-ci.

Annexe 1 – Planification de la desserte en gaz

Annexe 2 – Odorisation

Annexe 3 – Règlement de service (ou tout autre document équivalent)

Annexe 4 – Tarifications et modes de révision des tarifs par nature de gaz :

- A- Tarifs d'utilisations des réseaux de gaz naturel (acheminement)
- B- Tarifs d'utilisations des réseaux de gaz propane (acheminement)
- C- Tarifs de fourniture du gaz propane
- D- Tarifs des prestations payantes

Annexe 5 – Pouvoir calorifique et facteurs de facturation

Annexe 6 – Critère de rentabilité pour les extensions

Annexe 7 – Conditions de changement de nature de gaz

Annexe 8 – Typologie des biens

Annexe 9 – Conventions avec les aménageurs

Annexe 10 – Conventions de servitudes

Annexe 11 – Compte d'exploitation prévisionnel

Annexe 1 - Planification des travaux

A – Impératifs de desserte

Dans l'hypothèse où l'autorité concédante et la commune auraient profité de certaines opérations de création ou de renouvellement de voirie pour mettre en place des réservations pour le passage du gaz, il pourra être exigé du concessionnaire l'implantation du réseau de gaz dans ces lieux. .

B – Planification de la desserte

C – Planification du renouvellement des ouvrages

Annexe 2 - Odorisation

Annexe 3 - Règlement de service

Annexe 4 - Tarification et modes de révision des tarifs par nature de gaz

A - Tarifs d'utilisations des réseaux (d'acheminement) du gaz naturel

B - Tarifs d'utilisations des réseaux (d'acheminement) du gaz propane

C - Tarifs de fourniture du gaz propane

D - Tarifs des prestations payantes

Annexe 5 - Pouvoir calorifique et facteurs de facturation

Annexe 6 - Critère de rentabilité des extensions

A – Gaz naturel

(Pour chaque terme, une explication sera fournie, une valeur sera proposée ainsi que la formule de calcul de la réévaluation selon l'article 35).

B – Gaz propane

(Pour chaque terme, une explication sera fournie, une valeur sera proposée ainsi que la formule de calcul de la réévaluation selon l'article 35).

Annexe 7 - Conditions de changement de gaz

Annexe 8 - Typologie des biens

Annexe 9 – Conventions avec les aménageurs

Annexe 10 – Conventions de servitudes

Annexe 11 - Compte d'exploitation prévisionnel